



# Assemblée générale

Distr. générale  
8 avril 2013  
Français  
Original: anglais

## Conseil des droits de l'homme

### Vingt-troisième session

Points 2 et 3 de l'ordre du jour

### Rapport annuel de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétaire général

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme,  
civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,  
y compris le droit au développement**

## Atelier sur les arrangements régionaux relatifs à la promotion et la protection des droits de l'homme

### Rapport de la Haut-Commissaire aux droits de l'homme\* \*\*

#### Résumé

Dans sa résolution 18/14, le Conseil des droits de l'homme a prié la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme d'organiser un atelier sur les arrangements régionaux relatifs à la promotion et la protection des droits de l'homme pour dresser le bilan des faits nouveaux survenus depuis l'atelier organisé en septembre 2010 sur le même sujet. Le Conseil a également demandé que cet atelier comporte un débat thématique, fondé sur une expérience concrète et pratique des mécanismes régionaux, pour mettre en commun l'information sur les meilleures pratiques, les enseignements qui en sont tirés et les nouvelles formes possibles de coopération. Dans la même résolution, le Conseil a prié la Haut-Commissaire de lui présenter, à sa vingt-deuxième session, un rapport contenant un résumé des délibérations de l'atelier et des progrès réalisés dans l'application de cette résolution.

Du 12 au 14 décembre 2012, le Haut-Commissariat (HCDH) a organisé à Genève l'atelier en question, avec pour thème «Renforcer la coopération entre les mécanismes relatifs aux droits de l'homme régionaux et ceux de l'ONU» et pour participants des États Membres, des mécanismes de promotion des droits de l'homme de l'ONU, des mécanismes régionaux d'Afrique, des Amériques, d'Europe, d'Asie et du Moyen-Orient. Ont également

\* Les annexes au présent rapport sont distribuées en l'état, dans la langue dans laquelle elles ont été présentées uniquement.

\*\* Présentation tardive.



participé aux débats des institutions nationales des droits de l'homme, des mécanismes nationaux de prévention et des organisations non gouvernementales. Les participants se sont accordés sur un certain nombre de propositions et de recommandations concrètes visant à renforcer la coopération entre les mécanismes régionaux et nationaux des droits de l'homme, s'agissant en particulier du partage de l'information, des activités conjointes et du suivi des recommandations formulées par les mécanismes de l'ONU et les mécanismes régionaux de promotion des droits de l'homme.

On trouvera dans le présent rapport un résumé des débats qui ont eu lieu au cours de l'atelier ainsi que la liste de ses conclusions et recommandations. On y trouvera également un résumé des délibérations de la première réunion des coordonnateurs de la coopération, qui s'est tenue immédiatement après l'atelier, le 14 décembre 2012.

## Table des matières

|                                                                                                                                                                                                                                                      | <i>Paragraphes</i> | <i>Page</i> |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-------------|
| I. Introduction.....                                                                                                                                                                                                                                 | 1-7                | 4           |
| II. Progrès de la coopération entre les mécanismes relatifs aux droits de l'homme régionaux et ceux de l'ONU .....                                                                                                                                   | 8-44               | 5           |
| A. Coopération avec les mécanismes relatifs aux droits de l'homme de l'ONU .....                                                                                                                                                                     | 9-26               | 5           |
| B. Outils de coopération.....                                                                                                                                                                                                                        | 27-44              | 9           |
| III. Renforcement de la coopération entre l'ONU et les mécanismes régionaux des droits de l'homme .....                                                                                                                                              | 45-64              | 12          |
| A. Partage de l'information .....                                                                                                                                                                                                                    | 46-51              | 12          |
| B. Activités conjointes .....                                                                                                                                                                                                                        | 52-58              | 15          |
| C. Suivi des recommandations formulées par les organismes des Nations Unies et les mécanismes régionaux chargés de la protection des droits de l'homme.....                                                                                          | 59-64              | 17          |
| IV. Réunion de coordonnateurs.....                                                                                                                                                                                                                   | 65-66              | 18          |
| V. Conclusions.....                                                                                                                                                                                                                                  | 67-71              | 18          |
| VI. Recommandations.....                                                                                                                                                                                                                             | 72-84              | 19          |
| A. Coopération entre les États et les organismes des Nations Unies et les mécanismes régionaux chargés de la promotion des droits de l'homme .....                                                                                                   | 72-82              | 19          |
| B. Autres parties prenantes, en particulier dans la catégorie des organismes et organisations non gouvernementales responsables de la promotion des droits de l'homme à l'échelle nationale .....                                                    | 83-84              | 21          |
| Annexes                                                                                                                                                                                                                                              |                    |             |
| I. Programme of the workshop on enhancing cooperation between United Nations and regional mechanisms for the promotion and protection of human rights .....                                                                                          |                    | 22          |
| II. Outcome of the first meeting of focal points for cooperation between United Nations and regional human rights mechanisms.....                                                                                                                    |                    | 28          |
| III. Regional consultation for the Americas on enhancing cooperation between United Nations and regional human rights mechanisms on prevention of torture and protection of victims of torture, in particular persons deprived of their liberty..... |                    | 32          |
| IV. Regional consultation for Europe on enhancing cooperation between United Nations and regional human rights mechanisms on prevention of torture and protection of victims of torture, especially people deprived of their liberty.....            |                    | 37          |
| V. Regional consultation for Africa on enhancing cooperation between United Nations and regional human rights mechanisms on prevention of torture and protection of victims of torture, especially people deprived of their liberty.....             |                    | 43          |

## I. Introduction

1. Dans sa résolution 18/14, le Conseil des droits de l'homme a prié la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme d'organiser un atelier sur les arrangements régionaux relatifs à la promotion et la protection des droits de l'homme pour dresser le bilan des faits nouveaux survenus depuis l'atelier organisé en septembre 2010 sur le même sujet. Le Conseil a également demandé que cet atelier comporte un débat thématique, fondé sur une expérience concrète et pratique des mécanismes régionaux, afin de mettre en commun l'information sur les meilleures pratiques, les enseignements qui en sont tirés et les nouvelles formes possibles de coopération. Dans la même résolution, le Conseil a prié la Haut-Commissaire de lui présenter, à sa vingt-deuxième session, un rapport contenant un résumé des délibérations de l'atelier et des progrès réalisés dans l'application de cette résolution<sup>1</sup>.

2. Le Haut-Commissariat (HCDH) a donc organisé à Genève, du 12 au 14 décembre 2012, un atelier sur le thème «Renforcer la coopération entre les mécanismes relatifs aux droits de l'homme régionaux et ceux de l'ONU» (voir annexe I). Le présent rapport rend compte des délibérations de cet atelier et des progrès réalisés dans l'application de la résolution 18/14.

3. Le Conseil des droits de l'homme a pris acte à maintes occasions de l'importance du rôle joué par les arrangements sous-régionaux et interrégionaux relatifs aux droits de l'homme. Dans ses résolutions 6/20 et 12/15, il a prié le HCDH d'organiser un atelier international devant aboutir à des propositions concrètes sur les moyens de renforcer la coopération entre les arrangements régionaux et ceux de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme. Des ateliers ont donc été organisés en novembre 2008<sup>2</sup> et mai 2010<sup>3</sup>. Lors de ces deux réunions, les participants ont reconnu la nécessité de renforcer la coopération entre les mécanismes relatifs aux droits de l'homme régionaux et ceux de l'ONU, en créant des mécanismes spécifiques à cet effet. Lors de l'atelier organisé en 2010, les participants ont recensé les éléments suivants comme constituant les principaux domaines où cette coopération pourrait être renforcée: partage de l'information, activités conjointes et suivi des recommandations émanant des mécanismes relatifs aux droits de l'homme régionaux et de ceux de l'ONU. Le HCDH a présenté un rapport sur les conclusions et recommandations de cet atelier au Conseil des droits de l'homme à sa quinzième session<sup>4</sup>.

4. Comme suite à l'adoption de la résolution 18/14 du Conseil des droits de l'homme, le HCDH a organisé trois consultations avec les mécanismes régionaux relatifs aux droits de l'homme, auxquelles ont participé également des institutions nationales des droits de l'homme, des organisations non gouvernementales et des universitaires, dans le but d'identifier les thèmes de l'atelier organisé en 2012 et d'éventuels ateliers biennaux:

- À Washington, en novembre 2011, avec la participation de la Commission interaméricaine des droits de l'homme;
- À Genève, en décembre 2011, avec la participation du Conseil de l'Europe, de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne et du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'Organisation pour

---

<sup>1</sup> Les dates de l'atelier ayant été repoussées à la période allant du 12 au 14 décembre 2012, le secrétariat a informé le Conseil des droits de l'homme que le rapport sur l'atelier serait soumis au Conseil à sa troisième session (voir A/HRC/22/68).

<sup>2</sup> Voir A/HRC/11/3.

<sup>3</sup> A/HRC/15/56.

<sup>4</sup> Ibid.

la sécurité et la coopération en Europe. La Commission intergouvernementale des droits de l'homme de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) était également invitée;

- À Addis-Abeba, en février 2012, avec la participation de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples.

5. Les participants ont recommandé de retenir la prévention de la torture en tant que l'un des thèmes à traiter au cours de l'atelier organisé en 2012, et ce, à titre de question transversale sur laquelle les mécanismes régionaux relatifs aux droits de l'homme avaient accumulé une certaine expérience pratique. Ils ont également suggéré d'autres thèmes, notamment les droits des femmes, les droits des peuples autochtones, les défenseurs des droits de l'homme, les droits de l'enfant, les droits des personnes handicapées, la traite des personnes et les droits des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et des réfugiés<sup>5</sup>.

6. En avril 2012, le HCDH a organisé à l'intention des États Membres de l'ONU, à Genève, une réunion d'information sur les thèmes proposés par les mécanismes régionaux relatifs aux droits de l'homme lors des consultations susmentionnées.

7. Le présent rapport récapitule les débats qui ont eu lieu au cours de l'atelier organisé du 12 au 14 décembre 2012, y compris ses conclusions et recommandations. Il résumait également les débats et recommandations de la première réunion des coordonnateurs de la coopération, qui s'est tenue immédiatement après l'atelier, dans l'après-midi du 14 décembre 2012.

## **II. Progrès de la coopération entre les mécanismes relatifs aux droits de l'homme régionaux et ceux de l'ONU**

8. Conformément à la résolution 18/14 du Conseil des droits de l'homme, la première session de l'atelier a été consacrée à un bilan des faits nouveaux en matière de coopération entre les mécanismes relatifs aux droits de l'homme régionaux et ceux de l'ONU depuis l'atelier organisé en 2010. Ont participé à ce débat, notamment, les représentants des secrétariats des organes conventionnels des droits de l'homme et des procédures spéciales de l'ONU, de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, du Conseil de l'Europe, de la Commission intergouvernementale des droits de l'homme de l'ASEAN et de la Commission indépendante permanente des droits de l'homme de l'Organisation de coopération islamique (OCI).

### **A. Coopération avec les mécanismes relatifs aux droits de l'homme de l'ONU**

9. Les participants ont fait part de leurs expériences et bonnes pratiques respectives, s'agissant notamment de la valeur ajoutée des mécanismes de coopération et des difficultés rencontrées dans leur application.

<sup>5</sup> À chaque consultation, les participants ont adopté un protocole contenant les thèmes proposés, classés par ordre de préférence des participants.

## 1. Procédures spéciales

10. Une réunion de membres du personnel d'appui du HCDH aux procédures spéciales de l'ONU et de représentant/s de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et du Conseil de l'Europe a été organisée, en 2007, pour parvenir à une meilleure compréhension des organigrammes et méthodes de travail respectifs de ces différentes entités.

11. Un dialogue entre les procédures spéciales de l'ONU et la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples a été organisé en janvier 2012, à Addis-Abeba, et a débouché sur l'adoption d'une feuille de route sur la coopération, assortie de recommandations visant à renforcer leur collaboration. Un groupe de travail conjoint composé de représentants des procédures spéciales de l'ONU et de la Commission africaine a été constituée pour superviser la mise en œuvre de ce document. Ce dialogue partait du constat que les deux systèmes faisaient appel à des experts indépendants dotés de mandats thématiques qui effectuent des visites de pays, rédigent des rapports thématiques, effectuent des travaux de recherche de fond et élaborent et interprètent des normes relatives aux droits de l'homme. La feuille de route d'Addis-Abeba recommandait d'établir des modalités régulières et systématiques de partage de l'information, de visites conjointes et de suivi des recommandations.

12. Les bonnes pratiques issues de la feuille de route d'Addis-Abeba et mentionnées pendant l'atelier avaient notamment trait aux communiqués de presse conjoints, aux conférences et séminaires faisant appel à des experts de l'ONU et de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et à une visite conjointe des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales sur les défenseurs des droits de l'homme de l'ONU et de la Commission africaine effectuée en Tunisie en septembre 2012. En outre, les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales de l'ONU ont participé à la cinquante-deuxième session de la Commission africaine, en octobre de la même année. Des membres de la Commission ont participé à la dix-neuvième réunion annuelle des procédures spéciales de l'ONU tenue en juin 2012.

13. Au niveau des secrétariats, l'échange d'informations s'est intensifié. Le HCDH fait chaque semaine le point avec la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples sur les activités en cours ou prévues qui intéressent la région. Les recommandations adoptées par les procédures spéciales de l'ONU sont portées à la connaissance de la Commission afin d'en renforcer le suivi. À titre d'exemple, le Comité pour la prévention de la torture en Afrique a pris des mesures visant à appliquer les recommandations du Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences, lors de sa visite en Mauritanie<sup>6</sup>. Les déclarations de fin de mission des procédures spéciales de l'ONU sont également portées à la connaissance de la Commission, et réciproquement.

14. Les organisations de la société civile et les institutions nationales des droits de l'homme jouent un rôle important dans la mise en œuvre de la feuille de route, notamment par le biais de propositions sur des activités qui pourraient être menées conjointement par l'ONU et les mécanismes africains relatifs aux droits de l'homme.

15. La grande compétence et la volonté résolue des titulaires de mandat aussi bien de l'ONU que de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples ont beaucoup contribué à accélérer la mise en œuvre de la feuille de route. En outre, le groupe de travail conjoint mis en place pour superviser cette mise en œuvre a joué un rôle moteur à cet effet. Des difficultés sont néanmoins apparues, concernant notamment le manque de ressources, les divers obstacles administratifs et les différences d'approche des titulaires de mandat sur

---

<sup>6</sup> A/HRC/15/20/Add.2.

certaines questions précises. Afin de surmonter ces obstacles, les deux systèmes doivent parvenir à un compromis qui leur permette de renforcer leur coopération sans que cela entame leur indépendance.

16. Les procédures spéciales de l'ONU ont aussi instauré des interactions avec d'autres mécanismes régionaux. Ainsi, en octobre 2011, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et son homologue de la Commission interaméricaine des droits de l'homme ont achevé une mission conjointe au Mexique. En 2010, la Rapporteuse spéciale sur la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, a consacré son rapport annuel au rôle des organisations régionales et sous-régionales dans la lutte contre la traite<sup>7</sup>.

## 2. Organes conventionnels

17. La coopération entre les organes conventionnels des droits de l'homme à caractère universel et les mécanismes régionaux des droits de l'homme s'est développée ces dernières années. Des réunions ont été organisées entre:

- Le Comité des droits de l'homme et la Cour européenne des droits de l'homme;
- Le Comité des droits de l'enfant et le Comité africain d'experts des droits et du bien-être de l'enfant;
- Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance;
- Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et la Commission pour la promotion et la protection des droits des femmes et des enfants de l'ASEAN;
- Le Comité des droits des personnes handicapées, la Commission interaméricaine pour l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les personnes handicapées et le Comité d'experts des droits des personnes handicapées du Conseil de l'Europe.

18. En outre, les organes conventionnels prennent en considération les recommandations des mécanismes régionaux des droits de l'homme lorsqu'ils examinent l'application par les États Membres. Les secrétariats des organes conventionnels assurent aussi la liaison avec les mécanismes régionaux en ce qui concerne les plaintes individuelles, afin de s'assurer que la même plainte n'est pas traitée simultanément par différents mécanismes et de préserver la cohérence de la jurisprudence.

19. En juin 2012, le HCDH a organisé à Addis-Abeba un dialogue entre les présidents des organes conventionnels des droits de l'homme de l'ONU et les mécanismes africains des droits de l'homme. À cette occasion, les participants ont insisté sur la nécessité de reconnaître la complémentarité entre tous ces mécanismes, notamment la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, la Cour de justice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et la Cour de justice de l'Afrique de l'Est. Les participants à ce dialogue ont adopté une série de recommandations visant à renforcer leur coopération<sup>8</sup>.

20. S'agissant de la procédure d'établissement de rapports, il a été recommandé de procéder à un échange d'informations bien en amont des sessions des organes conventionnels, ainsi qu'à un échange systématique d'informations entre les coordonnateurs de pays et les rapporteurs des pays des deux systèmes, y compris à propos

<sup>7</sup> A/HRC/14/32.

<sup>8</sup> Voir A/67/222, annexe II.

des observations finales par pays et de l'état d'avancement de leur application; les renvois entre les recommandations respectives des deux systèmes; et le suivi mutuel de l'application des recommandations par pays. Concernant les communications individuelles, les contacts réguliers au niveau des secrétariats permettraient d'assurer l'échange d'informations sur les questions de procédure, de jurisprudence et de méthodes de travail. Il a été également recommandé de faire en sorte que les jurisprudences respectives soient prises en considération est référencées.

21. Il a été suggéré que bon nombre de difficultés rencontrées par les organes conventionnels de l'ONU se retrouve également dans les mécanismes régionaux, notamment les difficultés que les États éprouvent à honorer leurs obligations en matière de rapports, les rapports tardifs ou inexistantes et les retards dans le traitement des rapports. De ce fait, les propositions formulées par la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à propos du processus de renforcement des organes conventionnels<sup>9</sup> peuvent favoriser la coopération entre ces organes et les mécanismes régionaux des droits de l'homme.

22. La Haut-Commissaire a proposé un système dans lequel il y aurait un seul calendrier général d'établissement des rapports, avec une périodicité de cinq ans. Au cours de cette période de cinq ans, un État partie à tous les traités aurait à présenter au maximum deux rapports par an<sup>10</sup>. Les mécanismes régionaux des droits de l'homme tireraient un bon parti de ce système, qui leur permettrait de savoir à tout moment quelles sont les obligations internationales des États en matière de rapports sur les droits de l'homme: ils seraient par exemple en mesure de savoir à tout moment quand tel ou tel État est censé soumettre un rapport thématique et, partant, de repérer des synergies avec des obligations régionales en matière de rapports et d'alléger ainsi le fardeau de l'établissement de ces derniers pour les États.

### 3. Examen périodique universel

23. En 2008, lorsque le processus de l'examen périodique universel a été créé, la Haut-Commissaire avait adressé aux organisations régionales des lettres les invitant à fournir des informations à ce processus, notamment dans le cadre des rapports des parties prenantes. Le HCDH adresse aux organisations régionales, avant chaque session de l'examen périodique universel, des communications les invitant à soumettre des informations à inclure dans les rapports des parties prenantes.

24. Le Conseil de l'Europe soumet régulièrement des informations sur ses États membres. La coopération au niveau des services entre le HCDH et le Conseil de l'Europe a beaucoup contribué à rationaliser l'information fournie. Depuis 2009, la Commission interaméricaine des droits de l'homme soumet régulièrement des informations sur les pays qui sont membres de l'Organisation des États américains. La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples soumet également, quoique moins fréquemment, des informations sur les États membres de l'Union africaine.

25. Les interactions entre les mécanismes régionaux des droits de l'homme et le Conseil des droits de l'homme de l'ONU existent aussi dans d'autres contextes. À titre d'exemple, le Président du Conseil a organisé, en marge de la vingtième session, une manifestation sur le renforcement de la coopération avec les dits mécanismes.

<sup>9</sup> A/66/860.

<sup>10</sup> Ibid., sect. 4.1.

26. Les représentants des mécanismes régionaux des droits de l'homme s'intéressent de plus en plus au Conseil des droits de l'homme. À la dix-neuvième session, le Conseil de l'Europe, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et la Commission interaméricaine des droits de l'homme ont participé à des réunions-débats sur l'orientation sexuelle et sur la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques et au débat annuel sur les droits fondamentaux des femmes.

## **B. Outils de coopération**

27. Les participants ont identifié quelques outils de coopération considérés comme efficaces pour renforcer la coopération entre les organes des Nations Unies et les organes régionaux de protection des droits de l'homme.

### **1. Coordonnateurs**

28. Les participants de l'atelier de 2010 avaient conclu à la nécessité de désigner des coordonnateurs dans chaque mécanisme pour faire passer efficacement l'information et faciliter les activités conjointes<sup>11</sup>. En mai 2012, la Haut-Commissaire a adressé des lettres aux organismes régionaux pour les inviter à nommer des coordonnateurs de la coopération, ce qui a été fait. Le HCDH a pour sa part désigné des coordonnateurs dans les secrétariats des organes conventionnels, des procédures spéciales, du mécanisme d'examen périodique universel et dans les sections géographiques. Les coordonnateurs se concertent régulièrement avec la section Institutions nationales et mécanismes régionaux du Haut-Commissariat, qui coordonne les activités de coopération entre les organes des Nations Unies et les mécanismes régionaux chargés des droits de l'homme.

29. Les participants ont insisté sur le rôle important joué par les coordonnateurs dans le renforcement de la coopération. Ainsi, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples a nommé dans son secrétariat un coordonnateur qui transmet à ses membres et à son personnel les informations provenant du HCDH, y compris les mises à jour hebdomadaires sur les organes conventionnels et les procédures spéciales. Le coordonnateur s'occupe également des notes sur les futures activités de la Commission, les déclarations de fin de mission, les communiqués de presse et les résolutions. Au Conseil de l'Europe, les coordonnateurs ont pour mission de faciliter la coopération au sein de la direction générale Droits de l'homme et État de droit, à la Cour des droits de l'homme et au Bureau du Commissaire européen aux droits de l'homme.

30. La nomination de coordonnateurs dans les mécanismes des droits de l'homme eux-mêmes a été également considérée comme une bonne pratique. C'est ainsi que la Commission interaméricaine des droits de l'homme dialogue régulièrement avec le coordonnateur pour la région Amériques du Sous-Comité des Nations Unies pour la prévention de la torture. La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples collabore avec le coordonnateur du Sous-Comité pour la région Afrique, qui a pris part à un atelier sur le bon fonctionnement du mécanisme de prévention national du Sénégal, tenu à Dakar en 2011.

31. Le 14 décembre 2012, le HCDH a organisé la première réunion des coordonnateurs de la coopération, immédiatement après la tenue de l'atelier. Les participants ont élaboré un plan de travail pour accroître la coopération entre les mécanismes des Nations Unies et mécanismes régionaux s'occupant des droits de l'homme (voir annexe II).

<sup>11</sup> A/HRC/15/56, par. 23 et 57.

## **2. Coopération de bureau à bureau**

32. La valeur ajoutée de la coopération entre bureaux a été signalée. Depuis 2007, le HCDH et le Conseil de Europe tiennent de réunions annuelles de coordination pour parler de sujets d'intérêt et renforcer leurs relations de travail. La sixième réunion de coordination a eu lieu à Genève le 11 décembre 2012.

33. L'une de ses principales conclusions a été que la coopération avait sensiblement augmenté au cours des dernières années, mais qu'il y avait encore matière à amélioration. Les participants ont estimé que l'un des exercices les plus difficiles consisterait à remédier aux lacunes constatées dans l'application des recommandations formulées par les divers organismes des Nations Unies et organisations régionales des droits de l'homme. La coopération renforcée serait utile à cet égard, notamment dans le cadre d'échanges au quotidien entre les services des deux organisations. La conclusion d'accords bilatéraux à cet effet a été qualifiée de bonne pratique.

34. L'accord conclu en 2012 entre le secrétariat du Comité des droits de l'homme (Section des pétitions et des enquêtes du HCDH) et le Greffe de la Cour européenne des droits de l'homme est un autre bon exemple de coopération entre bureaux, car il permettra de procéder à des échanges de personnel et d'être mieux renseigné sur la jurisprudence des deux systèmes.

## **3. Réunions thématiques**

35. Les participants ont insisté sur la nécessité d'intensifier les échanges entre les organismes des Nations Unies et les mécanismes régionaux s'occupant des droits de l'homme autour de différents thèmes, dont les normes, la jurisprudence et les difficultés rencontrées pour protéger certains droits humains. Des bonnes pratiques ont été citées.

36. En novembre et décembre 2011, puis en février 2012, le HCDH a organisé des consultations régionales, auxquelles ont participé les mécanismes de l'ONU et les mécanismes régionaux d'Afrique, d'Amérique et d'Europe, au sujet de la prévention de la torture et de la protection des victimes d'actes de torture. Les participants ont évoqué la possibilité de créer des canaux institutionnels de partage de l'information et de définir des domaines prioritaires d'activités conjointes, ont réfléchi à l'élaboration d'une approche stratégique pour donner suite aux recommandations des différents mécanismes et préserver la confidentialité de l'information. Le rôle des mécanismes nationaux de prévention et des organisations non gouvernementales dans ce contexte a été analysé. Un document final a été adopté à l'issue de chaque consultation régionale (voir annexes III, IV et V).

37. Les consultations régionales ont donné lieu à des initiatives précises telles que la création d'un organe de coordination des organismes des Nations Unies et des instances interaméricaines des droits de l'homme pour la question de la torture, organe qui se réunirait périodiquement pour échanger des informations, identifier les priorités thématiques communes, débattre des stratégies et identifier les domaines complémentaires. Autre initiative, la rédaction d'un rapport commun donnant suite aux recommandations formulées par les deux systèmes entre 2007 et 2010. Lors de la consultation régionale en Europe, les participants ont recommandé aux organismes des Nations Unies et aux instances européennes de prévention de la torture de coordonner leur assistance aux dispositifs de prévention nationaux de manière à éviter les doublons. Le rôle joué par le projet de mécanisme européen de prévention de la torture porté par le Conseil de l'Europe a été souligné. Lors de la consultation régionale en Afrique, les participants ont recommandé aux organismes des Nations Unies et aux instances africaines de prévention de la torture de se concerter et d'échanger des informations à toutes les étapes de la planification stratégique, de la programmation, de l'exécution et du suivi des activités. Il a été proposé d'établir à cette fin un cadre institutionnel de coopération sous forme de memorandum

d'accord général ou de mémorandums particuliers entre les instances de l'ONU et les organisations africaines de prévention de la torture.

38. La consultation régionale en Afrique a donné lieu à une réunion sur la prévention renforcée de la torture, tenue à Johannesburg en août 2012 à l'occasion du dixième anniversaire de l'adoption des Lignes directrices et mesures d'interdiction et de prévention de la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants en Afrique (Lignes directrices de Robben Island), qui constituent le principal instrument régional de prévention de la torture. Étaient représentés le Sous-Comité pour la prévention de la torture, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, les institutions nationales des droits de l'homme, les mécanismes nationaux de prévention et des organisations non gouvernementales. La Déclaration de Johannesburg et le Plan d'action pour la prévention et la criminalisation de la torture en Afrique, qui contient des mesures et des recommandations à appliquer, a été adoptée à l'issue de la réunion.

39. Les participants ont mentionné les réunions de 2010 du Groupe de travail conjoint du Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant et du Comité des droits de l'enfant, au cours desquelles il a été décidé de créer une équipe de travail chargée de déterminer les mesures à prendre pour alléger la charge de travail que représente pour les États parties la présentation de rapports au titre des deux traités. Des recommandations visant à renforcer la coopération entre les deux entités ont été adoptées, y compris sur le partage de l'information et la participation réciproque aux activités.

40. La Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences a organisé en marge de la dix-septième session du Conseil des droits de l'homme, en juin 2011, une réunion sur les normes régionales en matière de violences faites aux femmes, à laquelle ont participé des représentants d'organisations africaines, interaméricaines, européennes et asiatiques des droits de l'homme. Il y a été question du degré de protection offert par les instruments régionaux des droits de l'homme, des insuffisances et des difficultés persistantes et des domaines de coopération possible avec les procédures spéciales des Nations Unies.

#### **4. Voyages d'étude, ateliers et programmes de formation**

41. Certaines activités de renforcement des capacités ont été citées comme des exemples de bonnes pratiques, notamment celles qui concernent les nouveaux mécanismes régionaux des droits de l'homme. Ainsi, en décembre 2010, le HCDH et le Programme des Nations Unies pour le développement ont donné à Jakarta un atelier sur le renforcement des services de secrétariat de la Commission intergouvernementale des droits de l'homme de l'ASEAN. Le Haut-Commissariat a organisé un atelier similaire en 2011 au profit du secrétariat de la Commission permanente indépendante des droits de l'homme de l'Organisation de la coopération islamique.

42. Le voyage d'études entrepris en Europe et aux États-Unis en 2011 par la Commission intergouvernementale des droits de l'homme de l'ASEAN a été considéré comme un cas de bonne pratique. Les participants ont pu rencontrer des représentants de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, de l'Agence des droits fondamentaux, du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme et du Conseil de l'Europe, y compris de la Cour européenne des droits de l'homme.

43. En janvier 2011, le HCDH, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ont organisé un voyage d'étude à Genève et Strasbourg au profit des membres et du personnel de la Commission de la promotion et de la protection des droits des femmes et des enfants de l'ASEAN afin de les aider à mettre au point des méthodes de travail et à cerner les problèmes prioritaires et les mesures à prendre pour coopérer avec les mécanismes et les

organismes des Nations Unies chargés des droits de l'homme. Les représentants de la Commission ont rencontré des fonctionnaires du HCDH, du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, du Comité des droits de l'enfant, du Conseil de Europe et de la Cour européenne des droits de l'homme.

44. En juillet 2012, le HCDH a organisé un voyage d'étude au profit des membres de la Commission permanente indépendante des droits de l'homme de l'Organisation de la coopération islamique, qui ont pu se familiariser avec le fonctionnement des organes de l'ONU s'occupant des droits de l'homme et explorer les possibilités de coopération à exploiter. Ils ont également assisté à la vingtième session du Conseil des droits de l'homme. En décembre 2012, certains membres de la Commission permanente ont fait un voyage d'étude au Siège de l'ONU.

### **III. Renforcement de la coopération entre l'ONU et les mécanismes régionaux des droits de l'homme**

45. L'atelier a été consacré aux trois grands domaines de coopération identifiés lors de l'atelier de 2010: partage de l'information, activités conjointes et suite donnée aux recommandations des organes des Nations Unies et des mécanismes régionaux des droits de l'homme. Le thème sous-jacent de chacun de ces trois thèmes a permis aux participants d'avoir des échanges concrets et de formuler des recommandations solides. Conformément à la résolution 18/14 du Conseil des droits de l'homme, les thèmes ont été sélectionnés en tenant compte de l'expérience pratique des mécanismes régionaux et à l'issue de consultations avec les mécanismes eux-mêmes et les États Membres (voir plus haut, par. 5 et 6). Les thèmes sous-jacents étaient les suivants:

- Pour le partage de l'information: prévention de la torture;
- Pour les activités conjointes: droits des femmes;
- Pour la suite donnée aux recommandations: droits de l'enfant.

#### **A. Partage de l'information**

##### **1. Bonnes pratiques et difficultés**

46. Les participants représentant le Sous-Comité pour la prévention de la torture, le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants, le Comité contre la torture, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, la Commission interaméricaine des droits de l'homme, les institutions nationales des droits de l'homme, les mécanismes nationaux de prévention et des organisations non gouvernementales ont conclu à la nécessité de partager l'information pour garantir la cohérence et la permanence des normes et de la jurisprudence internationales en matière de droits de l'homme et pour éviter les redondances et les contradictions.

47. La confidentialité a été citée comme l'un des principaux points d'achoppement de l'échange d'informations. Les participants ont été d'avis que certaines informations pouvaient facilement être partagées, par exemple textes de loi, données tendancielles, méthodes de travail, calendriers, programmes de visites et d'activités, contacts et rapports publics. Ils ont par ailleurs souscrit à la nécessité de maximiser l'échange des informations dans les limites autorisées par les règles de procédure de chaque organe des droits de l'homme, en gardant à l'esprit le fait que leur but commun est de protéger les victimes. Ainsi, le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants a proposé que les États parties aux conventions internationales et

régionales acceptent que ses rapports de visite et les réponses des États visés soient systématiquement communiqués à titre confidentiel au Sous-Comité pour la prévention de la torture. Il a de même été proposé que le Sous-Comité envisage de communiquer systématiquement ses rapports au Comité européen sur une base confidentielle.

48. Le manque de capacités et les différences entre les mécanismes de protection des droits de l'homme ont été cités comme autant de difficultés. Il a été proposé que les mécanismes universels et régionaux informent régulièrement sur leurs normes, leurs données d'expérience et leurs vues, surtout s'il s'agit de nouveaux mécanismes régionaux qui peuvent s'instruire au contact des mécanismes plus développés. Il a été proposé à cet égard que soient organisés des échanges thématiques autour de questions telles que la surpopulation carcérale et le non-refoulement, le but de l'exercice étant que les différents mécanismes puissent appliquer des protocoles méthodologiques types cohérents pour les entretiens avec les personnes privées de leur liberté et les critères régissant les visites des lieux de détention.

49. La confiance entre les acteurs qui échangent des informations et la volonté de partage ont été citées comme des facteurs déterminants. Dans ce contexte, il a été expliqué que les institutions nationales des droits de l'homme, les mécanismes nationaux de prévention et les organisations non gouvernementales étaient d'importantes sources d'information pour les organismes des Nations Unies et les mécanismes régionaux de protection des droits de l'homme et que par conséquent leur indépendance était primordiale. Ils jouaient également un rôle considérable dans la diffusion des informations et le plaidoyer contre la torture. Il a été noté que les recommandations faites par les mécanismes internationaux et régionaux des droits de l'homme pouvaient être utilisées par les acteurs en question comme autant de puissants outils de plaidoyer. Dans le cas de l'Ouganda, par exemple, une coalition regroupant les institutions nationales des droits de l'homme et des organisations non gouvernementales a réussi en 2012 à faire adopter une loi faisant de la torture une infraction pénale.

## 2. Propositions concrètes

50. Les participants ont fait des propositions pour intensifier le partage des informations entre les organes de l'ONU et les mécanismes régionaux s'occupant des droits de l'homme, à savoir:

- La désignation de coordonnateurs disposant des moyens nécessaires pour accomplir leurs tâches avec efficacité;
- L'échange systématique, par les soins des coordonnateurs, des informations sur les calendriers et les activités, les programmes de visites, les secrétariats et les rapports de résultats;
- La coopération de bureau à bureau pilotée par les coordonnateurs;
- Des échanges thématiques réguliers sur les normes, la jurisprudence, les vues et les données d'expérience;
- La mise au point d'une matrice contenant les recommandations émanant des entités de l'ONU et des mécanismes régionaux s'occupant des droits de l'homme, ainsi que des informations par pays;
- La communication et les échanges entre les organisations non gouvernementales et les organismes de l'ONU présents sur le terrain, en particulier dans les situations d'urgence;

- La création d'une base de données centralisant les conclusions, décisions et recommandations des instances de l'ONU et des mécanismes régionaux chargés des droits de l'homme, ainsi que les données relatives à l'application des recommandations, et qui serait à la disposition des victimes, des États et des autres parties prenantes (l'Index universel des droits de l'homme a été considéré comme un premier pas dans cette direction, mais devrait inclure également les décisions et recommandations des mécanismes régionaux);
- La création sur le site Web de chaque mécanisme régional de liens renvoyant aux pages Web des autres mécanismes des droits de l'homme<sup>12</sup> ainsi que d'une page consacrée au HCDH; des ressources, sous forme notamment d'outils informatiques.

51. En ce qui concerne la coopération entre les mécanismes de l'ONU et les mécanismes régionaux des droits de l'homme pour la prévention de la torture, les participants ont suggéré:

- L'élaboration de protocoles prévoyant l'incorporation dans le travail quotidien des organismes des Nations Unies et mécanismes régionaux des droits de l'homme des recommandations issues des consultations sur la prévention de la torture tenues à Washington, Genève et Addis-Abeba (voir plus haut par. 39 et 40 et annexes II, III et IV);
- L'identification d'outils propres à faciliter l'échange des informations non confidentielles;
- Des consultations et des échanges d'informations au sujet des lieux et pays où doivent se rendre des représentants des organismes des Nations Unies et des mécanismes régionaux s'occupant des droits de l'homme;
- Des consultations lors de la rédaction des rapports thématiques;
- Des communications améliorées et l'échange systématique d'informations entre les mécanismes nationaux de prévention et les mécanismes contre la torture, en particulier le Sous-Comité pour la prévention de la torture et le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants;
- La participation des mécanismes de prévention nationaux aux visites conduites par les organismes des Nations Unies et les mécanismes régionaux (en cas d'impossibilité, l'information devrait être partagée préalablement avec les mécanismes en question);
- Des échanges de vues et de données d'expérience entre les mécanismes de prévention nationaux; le projet de mécanisme national de prévention porté par le Conseil de l'Europe a été cité comme un exemple de bonne pratique pouvant être appliquée dans d'autres régions;
- Afin d'éviter les représailles, partage des informations avec les mécanismes nationaux de prévention, les institutions nationales des droits de l'homme et les organisations non gouvernementales de manière à rester informé de la situation des personnes ayant collaboré avec ces entités.

<sup>12</sup> A/HRC/15/56, par. 63 et 64.

## B. Activités conjointes

### 1. Pratiques optimales et défis

52. Les participants ont débattu des activités entreprises conjointement par l'Organisation des Nations Unies et les mécanismes régionaux de promotion des droits de l'homme, les droits des femmes en constituant le thème sous-jacent. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, le Groupe de travail chargé de la question de la discrimination à l'égard des femmes dans la législation et dans la pratique, le Conseil de l'Europe, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, la Commission de l'ASEAN pour la promotion et la protection des droits des femmes et des enfants, divers organismes nationaux de promotion des droits de l'homme et plusieurs organisations non gouvernementales ont pris part aux débats.

53. Les participants ont reconnu d'un commun accord qu'il importait d'effectuer des renvois mutuels à leur jurisprudence et à leurs recommandations. Il a été fait mention du fait que la Cour interaméricaine des droits de l'homme avait cité le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences, dans une décision qu'elle avait rendue dans l'affaire *González y otras («Campo Algodonero») c. México*, relative au meurtre de femmes à Ciudad Juarez (Mexique). Inversement, le Comité a cité la même décision dans les recommandations qu'il a adressées au Mexique<sup>13</sup>. On a fait remarquer que l'institutionnalisation des échanges entre les organismes des Nations Unies et les mécanismes régionaux chargés de la protection des droits de l'homme permettrait d'effectuer régulièrement des renvois mutuels.

54. Il a été reconnu que les normes contradictoires appliquées en matière de droits de l'homme constituaient des obstacles à la coopération. Les participants ont estimé d'un commun accord que les normes régionales ne pouvaient pas déroger aux normes internationales. Les États doivent se conformer aux obligations internationales découlant des traités internationaux qu'ils ont ratifiés et du droit international coutumier. Il a par conséquent été jugé nécessaire de renforcer la coopération afin d'éviter d'avoir affaire à des normes contradictoires en matière de droits de l'homme. Les participants ont fait valoir que les nouveaux mécanismes de promotion des droits de l'homme devaient s'inspirer de l'expérience des mécanismes déjà en place lorsqu'ils avaient à se prononcer sur des contradictions possibles. À titre d'exemple, il a été proposé que les mécanismes déjà pleinement opérationnels aident leurs homologues plus récents à résoudre les problèmes religieux et culturels en adoptant un point de vue tenant compte des droits de l'homme.

55. Les participants ont également considéré que la coopération pouvait contribuer à atténuer l'effet des restrictions financières auxquelles les mécanismes de promotion des droits de l'homme doivent actuellement faire face. La mise en commun des ressources lors des visites, de l'élaboration des rapports et des activités de renforcement des capacités pouvait aider à réaliser des économies. On a appelé l'attention sur le fait que la feuille de route entre les procédures spéciales de l'Organisation des Nations Unies et la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (voir par. 11 et 12 ci-dessus) constituait un outil qui avait permis aux mécanismes de coopérer plus efficacement.

56. Les partenariats conclus entre les organisations non gouvernementales et les organismes des Nations Unies et les mécanismes régionaux ont été considérés comme faisant partie des pratiques optimales à appliquer. À titre d'exemple, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples avait, conjointement avec diverses organisations non gouvernementales, produit un manuel sur la façon de porter les affaires

<sup>13</sup> CEDAW/C/MEX/CO/7 et 8, par. 18 c) et 19 f).

mettant en cause les droits des femmes devant les organismes faisant partie du système africain de promotion des droits de l'homme. Des séances de formation conjointe ont été organisées à l'intention des défenseurs des droits de l'homme, et c'est à cette occasion que d'importantes affaires ayant trait aux droits de la femme examinées par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et d'autres mécanismes régionaux ont été analysées.

## 2. Propositions concrètes

57. Les participants ont proposé d'appliquer les mesures suivantes en vue d'améliorer les activités entreprises de concert par les organismes des Nations Unies et les mécanismes régionaux chargés de la promotion des droits de l'homme:

- Renvois mutuels à leur jurisprudence et à leurs recommandations en vue d'assurer l'uniformité et la cohérence avec la législation internationale en matière de droits de l'homme;
- Identification des priorités communes;
- Partage de renseignements sur la planification et définition d'un programme commun pour les activités conjointes, comportant notamment des indications sur les délais et les responsabilités;
- Mesures visant à encourager les organismes des Nations Unies et les mécanismes régionaux chargés de la promotion des droits de l'homme à partager leurs connaissances spécialisées avec les nouveaux mécanismes régionaux de défense de ces droits dans le cadre d'ateliers et de visites d'étude;
- Mise en œuvre dans d'autres régions de pratiques optimales telles que la feuille de route adoptée par les procédures spéciales de l'ONU et la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples;
- Renforcement et amélioration des capacités des parties prenantes nationales, en particulier des juges, avocats, organismes nationaux de promotion des droits de l'homme et organisations non gouvernementales, dans l'application des normes internationales en matière de droits de l'homme;
- Intensification des activités entreprises conjointement par les organismes nationaux de promotion des droits de l'homme et les organisations non gouvernementales, telles que les mesures de renforcement des capacités, la diffusion des recommandations formulées par les mécanismes de défense des droits de l'homme, et la surveillance dont ils font l'objet, notamment en facilitant l'accès des victimes aux organes des Nations Unies et aux mécanismes régionaux chargés de la protection des droits de l'homme.

58. En vue de renforcer l'efficacité des activités entreprises conjointement pour promouvoir les droits des femmes, les participants ont également proposé que les organes des Nations Unies et les mécanismes régionaux chargés de la protection des droits de l'homme prennent les mesures suivantes:

- Définir un programme commun en vue de protéger davantage les droits des femmes, en accordant une attention particulière à des thèmes précis tels que l'accès à la justice, et d'analyser les causes des violations des droits fondamentaux des femmes;
- Participer à des débats annuels d'une durée d'une journée consacrés aux droits fondamentaux des femmes par le Conseil des droits de l'homme;

- Examiner les moyens d'adresser des messages conjoints aux organes de l'ONU chargés de la promotion des droits des femmes, comme la Commission de la condition de la femme.

## **C. Suivi des recommandations formulées par les organismes des Nations Unies et les mécanismes régionaux chargés de la protection des droits de l'homme**

### **1. Pratiques optimales et défis**

59. Les participants ont examiné les moyens d'améliorer le suivi des recommandations formulées par les organismes des Nations Unies et les mécanismes chargés de la protection des droits de l'homme en s'inspirant de l'exemple des organes spécialisés dans la promotion des droits de l'enfant. Des représentants du Comité des droits de l'enfant, de la Cour interaméricaine des droits de l'homme, du Conseil de l'Europe, de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, du Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant, d'organismes nationaux et d'organisations non gouvernementales chargés de la promotion des droits de l'homme ont participé au débat sur cette question.

60. On a fait observer que l'examen périodique universel était une bonne source de renseignements pour les organismes des Nations Unies et les mécanismes régionaux chargés de la protection des droits de l'homme, étant donné qu'il indiquait clairement les recommandations que les États étaient disposés à mettre en œuvre, de même que celles dont ils se contentaient de prendre note. Il a été suggéré d'utiliser les recommandations issues de l'examen périodique universel en tant qu'instrument de suivi. Certains participants ont également noté que les plans d'action nationaux en matière de droits de l'homme offraient l'occasion d'intensifier la coopération s'ils reflétaient les recommandations des mécanismes internationaux et régionaux de promotion des droits de l'homme. Il a également été proposé que les organismes des Nations Unies et les mécanismes régionaux chargés de la protection des droits de l'homme forment des partenariats destinés à offrir un soutien technique aux États pour les aider à mettre leurs recommandations en œuvre.

61. On a également fait remarquer que les partenariats établis entre des mécanismes de promotion des droits de l'homme constituaient une pratique optimale, par exemple en tant que stratégie mise en œuvre dans le domaine des droits de l'enfant; une telle stratégie a été élaborée par le Conseil de l'Europe avec la participation de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, de l'UNICEF, du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Le but de cette stratégie était de faire appliquer les normes relatives aux droits de l'enfant, de mettre l'accent sur la nécessité d'assurer la protection des enfants contre la violence, sur les services et systèmes adaptés à leurs besoins, sur la protection des enfants en situation de vulnérabilité et sur la participation des enfants, en utilisant des normes élaborées par les organismes des Nations Unies et les mécanismes régionaux de promotion des droits de l'homme.

62. On a mentionné que l'établissement d'un lien entre le suivi des recommandations et les activités quotidiennes constituait un moyen d'économiser des ressources. À titre d'exemple, des organisations non gouvernementales ont utilisé les recommandations formulées par des mécanismes de promotion des droits de l'homme dans le cadre de leurs activités de sensibilisation, notamment de celles qui visaient à harmoniser les législations nationales avec les normes internationales relatives aux droits de l'homme.

63. L'importance de la sensibilisation de diverses parties prenantes telles que les médias, les parlementaires, les membres de l'appareil judiciaire et les milieux intellectuels et universitaires a été soulignée.

## 2. Propositions concrètes

64. Les participants ont proposé que les organes des Nations Unies et les mécanismes régionaux chargés de la promotion des droits de l'homme entreprennent les mesures suivantes:

- Donner suite à leurs recommandations respectives (à titre d'exemple, en vertu du paragraphe 2 de l'article 69 de son règlement intérieur, la Cour interaméricaine des droits de l'homme est tenue de demander aux autres mécanismes de promotion des droits de l'homme de lui fournir les renseignements dont elle a besoin pour suivre la mise en œuvre de ses décisions);
- Fournir un appui conjoint en vue de l'élaboration de plans d'action nationaux en faveur des droits de l'homme;
- Fournir un appui conjoint en vue de la création de mécanismes de coordination destinés à mettre en œuvre les recommandations relatives aux droits de l'homme au niveau national;
- Établir des partenariats en vue de faciliter, par le biais de la coopération technique, la mise en œuvre des recommandations formulées par les mécanismes de promotion des droits de l'homme;
- Recenser les pratiques optimales à utiliser pour donner suite aux recommandations à l'échelle des divers mécanismes.

## IV. Réunion de coordonnateurs

65. Le 14 décembre 2012, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a accueilli la première réunion de coordonnateurs œuvrant au sein des mécanismes des Nations Unies chargées de la promotion des droits de l'homme. Y ont participé les coordonnateurs désignés par les mécanismes régionaux de promotion des droits de l'homme d'Afrique, des Amériques, d'Europe, d'Asie et du Moyen-Orient, ainsi que des membres du personnel du Haut-Commissariat chargés de fournir un appui aux organes créés en vertu d'instruments internationaux, aux procédures spéciales et au mécanisme d'examen universel.

66. Les débats ont porté sur les activités conjointes futures visant à mettre en œuvre les recommandations formulées à l'issue des ateliers qui ont été consacrés en 2010 et 2012 au renforcement de la coopération entre l'ONU et les arrangements nationaux relatifs aux droits de l'homme. Les coordonnateurs ont examiné les moyens d'établir l'ordre de priorité des recommandations en vue d'élaborer un plan de travail définissant celles qu'il convenait de mettre en œuvre à court, moyen et long terme, avec les responsabilités correspondantes (voir annexe II).

## V. Conclusions

67. **L'atelier sur le renforcement de la coopération entre les organes des Nations Unies et les mécanismes régionaux chargés de la promotion des droits de l'homme a formulé des propositions et recommandations utiles sur l'intensification de cette coopération, en particulier en ce qui concerne la mise en commun de renseignements, la réalisation d'activités conjointes et le suivi des recommandations.**

68. **Les participants à l'atelier ont souligné qu'il importait de poursuivre le processus de renforcement de la coopération entre les organismes des Nations Unies et les mécanismes régionaux chargés de la promotion des droits de l'homme.**

À cette fin, il conviendrait de continuer d'organiser des ateliers biennaux, ainsi que les réunions annuelles des coordonnateurs chargés de la coopération.

69. On a considéré que le soutien et l'aval de l'ONU et des organes politiques des organisations régionales revêtaient une importance cruciale pour le succès des efforts visant à renforcer la coopération. Les participants ont encouragé les organisations intergouvernementales et les États à affecter les ressources financières et humaines nécessaires pour assurer la mise en œuvre des recommandations formulées au sujet de la coopération.

70. Les participants ont reconnu le rôle crucial joué par le Haut-Commissariat en favorisant la coopération entre les mécanismes de promotion internationaux et régionaux de promotion des droits de l'homme. L'aptitude du Haut-Commissariat à fonctionner en tant que centre de coordination de la coopération entre les deux types de mécanismes, et en particulier à faciliter la poursuite des activités du réseau de coordonnateurs, a toutefois été affectée négativement par les contraintes financières auxquelles il doit faire face.

71. La coopération entre les mécanismes de promotion des droits de l'homme a été considérée comme un moyen d'économiser des ressources en période de contraintes financières. Les organes des Nations Unies et les mécanismes régionaux de promotion des droits de l'homme ont été encouragés à poursuivre la mise sur pied d'activités conjointes et les échanges de renseignements.

## **VI. Recommandations**

### **A. Coopération entre les États et les organismes des Nations Unies et les mécanismes régionaux chargés de la promotion des droits de l'homme**

72. Les coordonnateurs jouent un rôle fondamental dans le renforcement de la coopération entre les organismes des Nations Unies et les mécanismes régionaux de promotion des droits de l'homme. Ils doivent disposer de ressources suffisantes pour accomplir efficacement les tâches énoncées dans leurs programmes de travail. Des réunions des coordonnateurs consacrées à la coopération devraient avoir lieu chaque année.

73. La mise en commun des renseignements entre les organismes des Nations Unies et les mécanismes régionaux de protection des droits de l'homme devrait être systématisée de manière par l'échange de calendriers des activités, programmes des visites, listes de secrétariats et rapports. Les coordonnateurs devraient veiller à ce que des échanges de renseignements aient lieu régulièrement.

74. Il faudrait élaborer un programme commun d'activités à accomplir par les mécanismes internationaux et régionaux de protection des droits de l'homme, notamment dans le cadre d'une planification concertée à court et à moyen terme. Des réunions thématiques devraient être organisées avec la participation d'experts.

75. Jusqu'à présent, le Haut-Commissariat avait soutenu le mandat confié aux responsables de la coopération entre les organismes des Nations Unies et les mécanismes régionaux chargés de la protection des droits de l'homme au moyen de ressources extrabudgétaires. En raison des contraintes financières auxquelles le Haut-Commissariat devait faire face, un tel arrangement n'était plus envisageable. Le nouveau réseau d'échanges bilatéraux de renseignements et de communications sur les efforts conjoints et les activités de suivi diffusés régulièrement par les soins du Coordonnateur du Haut-Commissariat nécessitait que l'on dispose de moyens

appropriés pour assurer sa promotion et son développement. En outre, le Haut-Commissariat continuerait d'être l'instance chargée d'organiser les ateliers biennaux et les réunions annuelles des coordonnateurs. Les activités à accomplir pour assumer un mandat aussi important impliquaient l'affectation d'au moins deux fonctionnaires de plus, l'un appartenant à la catégorie des administrateurs et l'autre à celle des services généraux.

76. Des pratiques optimales telles que le système de concertation entre homologues et la feuille de route d'Addis-Abeba sur la coopération devraient servir d'exemples à d'autres régions.

77. Les organismes des Nations Unies et les mécanismes régionaux chargés de la protection des droits de l'homme devraient procéder systématiquement à des renvois mutuels à leur jurisprudence et à leurs recommandations respectives. Une base de données contenant les conclusions, décisions et recommandations des organismes de Nations Unies et des mécanismes régionaux chargés de la protection des droits de l'homme devrait être créée. Cet outil devrait être accessible aux victimes, aux États et aux autres parties prenantes.

78. Une matrice contenant les recommandations formulées par les organismes des Nations Unies et les mécanismes régionaux chargés de la protection des droits de l'homme devrait être créée. Chacun de ces mécanismes devrait donner systématiquement suite aux recommandations émanant de ses homologues. Les pratiques optimales à mettre en œuvre pour donner suite aux recommandations formulées par les divers mécanismes devraient être recensées et regroupées.

79. Les mécanismes régionaux de protection des droits de l'homme devraient fournir des renseignements à utiliser dans le cadre de l'examen périodique universel. En outre, les organismes des Nations Unies et les mécanismes régionaux chargés de la promotion des droits de l'homme devraient fournir un soutien conjoint en vue de l'élaboration de plans d'action nationaux portant sur les droits de l'homme et de la création de mécanismes nationaux de coordination ayant pour mission de mettre en œuvre les recommandations issues de l'examen périodique universel.

80. Des liens figurant sur le site Web de chaque mécanisme devraient être créés vers les pages Web des autres mécanismes chargés de la promotion des droits de l'homme. Le site Web du Haut-Commissariat aux droits de l'homme devrait comporter des renseignements sur la coopération avec les mécanismes régionaux chargés de la promotion des droits de l'homme. Des ressources devraient être fournies aux mécanismes chargés de la promotion des droits de l'homme afin de les aider à mettre des outils technologiques de ce genre en place.

81. Un groupe de travail comprenant des représentants des organismes des Nations Unies et des mécanismes régionaux chargés de la promotion des droits de l'homme devrait être créé afin d'assurer le suivi des recommandations adoptées à l'occasion de l'atelier tenu en 2012.

82. Les organismes des Nations Unies et les mécanismes régionaux de promotion des droits de l'homme devraient veiller à ce que la capacité des parties prenantes nationales, en particulier les juges, les avocats, les organismes et les organisations non gouvernementales assurant la promotion des droits de l'homme au niveau national, soit renforcée et améliorée, notamment dans le cadre de la mise en œuvre des normes et recommandations internationales applicables aux droits de l'homme.

**B. Autres parties prenantes, en particulier dans la catégorie des organismes et organisations non gouvernementales responsables de la promotion des droits de l'homme à l'échelle nationale**

83. Les recommandations émanant des organismes des Nations Unies et des mécanismes régionaux chargés de la promotion des droits de l'homme devraient être prises en compte dans le cadre des activités quotidiennes de toutes les parties prenantes afin de faciliter et d'améliorer leur suivi.

84. Il conviendrait d'intensifier la coopération entre les organismes des Nations Unies et les mécanismes régionaux de promotion des droits de l'homme, d'une part, et les parties prenantes concernées, d'autre part, notamment pour faciliter le suivi des plaintes individuelles déposées par les organismes et organisations non gouvernementales responsables de la promotion des droits de l'homme à l'échelle nationale.

## Annexe I

[Anglais seulement]

### **Programme of the workshop on enhancing cooperation between United Nations and regional mechanisms for the promotion and protection of human rights**

**Geneva, 12 to 14 December 2012**

**Day 1 (12 December 2012)**

#### **“Enhancing cooperation between United Nations and regional human rights mechanisms”**

Objective: Discussions will aim at identifying concrete means and tools of cooperation between United Nations (United Nations) and regional human rights mechanisms on three key areas identified during the international workshop on cooperation between international and regional human rights mechanisms held in Geneva in 2010 (A/HRC/15/56): sharing of information, possible joint activities, and follow up to recommendations of United Nations and regional human rights mechanisms.

As recommended by the 2010 workshop and in accordance with Human Rights Council (HRC) resolution 18/14, there will be an underlying theme of discussion for each of these areas of cooperation which will allow participants to hold targeted discussions and to produce practice-oriented recommendations.

The workshop will also take stock of developments related to cooperation between United Nations and regional human rights mechanism, in particular since the 2010 workshop.

The discussions will help to ensure coherence, avoid gaps and overlaps, as well as strengthen complementarity and increase the impact of actions by United Nations and regional human rights mechanisms. In addition, the workshop will aim at identifying concrete commitments for both United Nations and regional human rights mechanisms.

09:00 – 10:00 Registration

10:00 – 10:30 Opening session

Ms. Kyung-wha Kang, Deputy High Commissioner for Human Rights

H.E. Laura Dupuy Lasserre, President of the Human Rights Council

H.E. Bertrand de Crombrughe, Permanent Representative of Belgium to the United Nations

**“Tacking stock of progress in cooperation between United Nations and regional human rights mechanisms”**

Objective: This session will allow participants to share experiences and best practices in relation to cooperation initiatives between United Nations and regional human rights mechanisms, including their added value and challenges encountered in their implementation. Discussions will also aim at identifying ways and means to replicate best practices in other mechanisms and/or areas of cooperation.

*Chair: Mexico*

10:30 – 12:00 Taking stock of developments in the cooperation activities between United Nations and regional human rights mechanisms, in particular after the 2010 international workshop

*Panellists:* Vladlen Stefanov, Chief OHCHR National Institutions and Regional Mechanisms Section  
 Ms. Wan-Hea Lee, Human Rights Treaties Division  
 Ms. Federica Donati, Special Procedures Branch  
 Mr. Med Kaggwa, African Commission of Human and Peoples’ Rights  
 Mr. Emilio Alvarez Icaza, Inter-American Commission of Human Rights  
 Mr. Daniele Cangemi, Council of Europe  
 Mr. Rafendi Djamin, ASEAN Intergovernmental Commission Human Rights  
 Ambassador Abdul Wahab, OIC Independent Permanent Human Rights Commission

12:00 – 13:00 Discussion

13:00 – 15:00 Lunch break

15:00 – 17:40 Session 1

**“How to improve information sharing between United Nations and regional human rights mechanisms on the example of prevention of torture mandates and activities”**

Objective: This session will allow participants to share methods of work, best practices and lessons learned; information on strategy and planning, as well as jurisprudence and standards developed by each mechanism, so as to identify common priorities, challenges, synergies and possible complementarities. The role of NHRIs, NPMs and NGOs with regard to information sharing will also be discussed.

In addition, this session will focus on issues raised at the regional consultations held in 2011 and 2012 with Inter-American, European, ASEAN and African regional human rights mechanisms: Should institutional channels be established in order to exchange information? If yes, what kind? How to implement them? What are the key areas of collaboration which will allow overcoming information sharing obstacles? How to better share United Nations and regional human rights mechanisms’ information on planning of visits, preparation of reports, actions on individual cases, methods of work, and good practices? What will be the role of the mechanisms’ secretariats in an enhanced cooperation?

*Chair: Belgium*

15:00 – 15:45 Information sharing between United Nations and regional human rights mechanisms

*Panellists:* Mr. Zbigniew Lasocik, United Nations Subcommittee on Prevention of Torture  
 Mr Lətif HÜSEYNOV, President European Committee on Prevention of Torture  
 Mr. Med Kaggwa, African Commission of Human and Peoples' Rights  
 Ms. María Claudia Pulido, Inter-American Commission of Human Rights  
 Mr. Fernando Mariño, Committee against Torture

15:45 – 16:30 Discussion

*Chair: Mr. Gerald Staberock, OMCT*

16:30 – 17:00 The role of NHRIs, NPMs and NGOs in information sharing

*Panellists:* Ms. Ruth Ssekindi, NHRI Uganda  
 Ms. Ofelia Titelbaum NPM Costa Rica  
 Ms. Barbara Bernarth Association for Prevention of Torture

17:00 – 17:40 Discussion

17:40 – 18:00 Wrap-up of Day 1 including suggestions for Day 3 of the programme

*Panellists:* Mr. Mohamed Amin Al-Midani  
 Mr. Santiago Canton

**Day 2 (13 December 2012)**

10:00 – 13:00 Session 2

**“Joint activities between the United Nations and regional human rights mechanisms on the example of mandates and activities related to women’s rights”**

Objective: This session will allow participants to discuss best practices and lessons learned with regard to joint activities, as well as to identify common priorities and challenges.

This session will also try to find answers to the following questions: When joint activities could be envisaged and when they would bring an added value? What would be the criteria for joint activities? How to identify priority areas for joint activities? How to make better use of existing resources? How to make better use of mechanisms’ secretariats?

Furthermore, discussions on possible initiatives will be held, including joint press releases; joint visits; joint capacity building activities; joint reports (including both thematic and country reports); joint publications; joint policy guidance and exchange of staff. The role of NHRIs, NPMs and NGOs will also be discussed.

*Chair: Thailand*

10:00 – 11:00 Joint activities between United Nations and regional human rights mechanisms

*Panellists:* Ms. Line Barreiro, United Nations Committee on the Elimination of Discrimination against Women

Ms. Frances Raday, United Nations Working Group on Discrimination against Women in Law and Practice

Mr. Petro Dumitiru, on behalf of the Unit - Violence Against Women and Domestic Violence Council of Europe

Ms. Soyata Maiga, African Commission of Human and Peoples' Rights

Ms. Kanda Vajrabhaya, ASEAN Commission on the Rights of Women and Children

11:00 – 11:45 Discussion

*Chair: Armenia*

11:45 - 12:15 The role of NHRIs and NGOs in joint activities

*Panellists:* Ms. Arimbi Heroepoetri, Indonesian Commission on Violence against Women

Ms. Faiza Jama Mohamed, Equality Now

Ms. Elizabeth Placido, Cladem; Ms. Nyaradzayi Gumbonzvanda, YWCA

12:15 – 13:00 Discussion

13:00 – 15:00 Lunch break

15:00 – 17:45 Session 3

**“How to improve follow up action to recommendations issued by United Nations and regional human rights mechanisms on the example of mandates and activities related to children’s rights”**

Objective: This session will allow participants to share best practices and lessons learned in relation to follow-up. Participants will identify common recommendations as well as main challenges in implementing each mechanism’s recommendations. A discussion on ways and means to overcome challenges in implementing recommendations through follow-up to each other’s recommendations will also be held. Specific examples will be given on successful engagement by regional mechanisms and the United Nations in the implementation of recommendations.

In addition, this session will aim at identifying elements to respond to the following questions: How to improve complementarity of United Nations and regional human rights mechanisms to strengthen follow-up actions? How to better benefit from recommendations formulated by other mechanisms? How to develop a more strategic approach in the follow up to the recommendations from various mechanisms? Should institutional follow-up channels be established? Which ones? How to establish them? The role of NHRIs, NPMs and NGOs will also be discussed.

*Chair: Mexico*

15:00 – 16:00 Follow-up to decisions and recommendations of United Nations and regional human rights mechanisms

*Panellists:* Mr. Jean Zermatten, United Nations Committee on the Rights of the Child  
 Mr. Christophe Peschoux, Universal Periodic Review  
 Regina Jensdottir Head of the Children's Rights Division Council of Europe  
 Mr. Carlos Gaio, Inter-American Court of Human Rights  
 Justice Fatsah Ouguergouz, African Court of Peoples' and Human Rights  
 Ms. Imma Guerras-Delgado, OHCHR Advisor on Child Rights  
 Ms. Fatema Sebaa, Committee of Experts on the Rights and Welfare of the Child

16:00 – 16:45 Discussion

*Chair: Mr. Michael Ineichen, International Service for Human Rights*

16:45 – 17:15 The role of NHRIs and NGOs in follow up to decisions and recommendations of United Nations and regional human rights mechanisms

*Panellists:* Mr. Mykhailo Chaplyga, NHRI Ukraine  
 Ms. Lisa Myers, NGO Group for the Convention on the Rights of the Child

17:15 – 17:45 Discussion

17:45 – 18:00 Wrap-up of Day 2 including suggestions for Day 3 of the programme

*Panellists:* Mr. Mohamed Amin Al-Midani  
 Mr. Santiago Canton

### **Day 3 (14 December 2012)**

#### **“A way forward on cooperation between United Nations and regional human rights mechanisms”**

Objective: This session is aimed at defining a way forward on cooperation between United Nations and regional human rights mechanism, using the thematic discussions as a tool to develop specific and succinct proposals of cooperation on three areas: sharing of information, possible joint activities, and follow up to recommendations. Participants will adopt recommendations on these issues at the end of the workshop which will be contained in the report to be submitted to the Human Rights Council in 2013.

*Chair: Mr. Ibrahim Salama, Director OHCHR Human Rights Treaty Bodies Division*

10:00 – 10:20 Way forward on information sharing between United Nations and regional human rights mechanisms

*Panellists:* Mr. Paulo David OHCHR – HRTD  
 International Service of Human Rights

10:20 – 10:50 Discussion

*Chair: Ms. Mara Bustelo, OHCHR Special Procedures Branch*

10:50 – 11:10 Way forward on joint activities between United Nations and regional human rights mechanisms

*Panellists:* Ms. Federica Donati, OHCHR – SPB

Ms. Soyata Maiga, African Commission on Peoples' and Human Rights

Ms. Hannah Forster, African Centre for Democracy and Human Rights studies

11:10 – 11:40 Discussion

*Chair: Mr. Gianni Magazzeni, Chief OHCHR Americas, Europe and Central Asia Branch*

11:40 – 12:00 Way forward on follow-up to decisions and recommendations of United Nations and regional human rights mechanisms

*Panellists:* Ms. María Clara Martin, OHCHR- FOTCD

Ms. Dinah Shelton, Inter-American Commission of Human Rights

Ms. Alejandra Vicente, Center for Justice and International Law (CEJIL)

12:00- 12:30 Discussions

## Annexe II

[Anglais seulement]

### **Outcome of the first meeting of focal points for cooperation between United Nations and regional human rights mechanisms**

**Geneva, 14 December 2012**

Participants in the first Meeting of Focal Points for Cooperation between United Nations and Regional Human Rights Mechanisms (RHRMs) included representatives from the African Commission on Human and Peoples' Rights (ACHPR), the African Court on Human and Peoples' Rights (AfHPR), the Economic Community of West African States' (ECOWAS) Court of Justice, the Inter-American Commission of Human Rights (IACHR), the Inter-American Court of Human Rights (IACourHR), the Council of Europe's (CoE) Directorate General of Human Rights and Rule of Law, the OSCE Office for Democratic Institutions and Human Rights (ODIHR), the ASEAN Intergovernmental Commission of Human Rights (AICHR), the Chair of the ASEAN Commission on the Promotion and Protection of the rights of Women and Children (ACWC), the Organization of Islamic Cooperation (OIC) Independent Permanent Human Rights Commission (IPHRC), and the League of Arab States (LAS) Arab Human Rights Committee (AHRC). Focal points for cooperation of the Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR) also participated, including the Field Operations and Technical Cooperation Division (FOTCD), the Special Procedures Branch (SPB), the Universal Periodic Review (UPR) Section, the Human Rights Treaties Division (HRTD) and the Research and Right to Development Division (RDD).

Participants discussed ways and means to implement the recommendations resulting from the 2010 and 2012 international workshops on "Enhancing cooperation between United Nations and regional human rights mechanisms."<sup>14</sup> Short, medium and long term recommendations were agreed upon.<sup>15</sup> Ways to prioritize the recommendations, to enable their effective implementation, were also identified. Focal points also defined their responsibilities in implementing each recommendation.

#### **1. Short term recommendations**

Creation of an **emailing list** of focal points for cooperation between United Nations and RHRMs

##### **Implementation: focal point OHCHR NIRMS**

Information on **current and future activities** of United Nations and RHRMs should be regularly **shared** through the emailing list, including forecasts of country visits, end of visit's statements, calendars of activities, etc.

---

<sup>14</sup> The 2010 workshop was held in Geneva from 3 to 4 May 2010, in accordance with the Human Rights Council resolution 12/15 (A/HRC/15/56). The 2012 workshop was held in Geneva from 12 to 15 December 2012, following the Human Rights Council resolution 18/14.

<sup>15</sup> See concept note of the First Focal points meeting.

**Implementation: focal points of all RHRMs and focal points of OHCHR NIRMS, SPB, UPR and HRTD**

**Regular meetings** should be held between United Nations and regional **special rapporteurs** and members of RHRMs and United Nations human rights **treaty bodies**. Representatives from RHRMs could participate in the annual meeting of treaty body chairs and in the annual meeting of the Special Procedures mandate holders.

**Implementation: all focal points RHRMs, in particular ACHPR, AfHPR, ECOWAS CJ, IACHR, IACourtHR, CoE, ODIHR, and focal points OHCHR NIRMS, SPB, HRTD.**

**Information** regarding countries to be reviewed during the **UPR** should be regularly **submitted** to the UPR Secretariat. RHRMs should be **informed in advance** about **UPR calendar** and deadlines for submissions.

**Implementation: focal points all RHRMs, in particular ACPHR, IACHR, CoE, ODIHR and focal points OHCHR UPR.**

**Joint press releases, declarations and statements**, regarding key issues or situations should become more systematic.

**Implementation: focal points ACHPR, IACHR, CoE, ODIHR and focal points SPB, HRTD.**

**Thematic reports** should be regularly **shared**, i.e., United Nations Secretary General's reports. In addition, **thematic areas** which could be jointly addressed should be **identified**.

**Implementation: focal points all RHRMs except the AfHPR and focal points OHCHR, RDD, SPB, HRTD (i.e. General Observations).**

A **portal page** containing information on cooperation between United Nations and RHRMs should be created.

**Implementation: focal point OHCHR NIRMS.**

**Technological tools** such as Skype, teleconferences should be used to maintain a permanent contact between secretariats.

**Implementation: focal points all RHRMs and focal points OHCHR.**

**Exchange of lists of Secretariat** staffs and other information material to facilitate desk-to-desk exchanges and coordination.

**Implementation: focal points of all RHRMs and focal points.**

## 2. Mid-term recommendations

User-friendly **web links** leading to the web pages of other human rights mechanisms should be available on the websites of all human rights mechanisms to the extent possible

**Implementation: focal points all RHRMs.**

**Regular thematic meetings** to share information and discuss substantive issues should be held.

**Implementation: focal points all RHRMs and focal points OHCHR RDD, HRTD and SPB.**

Staff exchanges **between secretariats** of United Nations and RHRMs should be encouraged. The establishment of MoUs can contribute to this endeavour.

**Implementation: focal points CoE, ODIHR, ACHPR, IACHR, IACourtHR, AfHPR, ECOWAS CJ and focal points OHCHR HRTD and SPB.**

A **matrix** containing the joint activities between United Nations and RHRMs should be created.

**Implementation: OHCHR focal points, in particular NIRMS with the collaboration of all focal points RHRMs and OHCHR focal points.**

In accordance with their respective mandates, RHRMs should **follow up on United Nations (Treaty bodies, Special Procedures, UPR)** recommendations and **vice-versa**.

**Implementation: focal points all RHRMs, in particular CoE, ODIHR, ACHPR, IACHR, IACourtHR, ECOWAS CJ and focal points OHCHR HRTD, SPB, UPR.**

The practice of elaborating **joint reports** (including thematic and country reports) and **publications, standards and guidelines** should be expanded.

**Implementation: focal points CoE, ODIHR, ACHPR, IACHR and OHCHR focal points FOTCD, RDD, SPB.**

Increase the number of **joint country visits**.

**Implementation: focal points ACHPR, IACHR, CoE, ODIHR, and OHCHR focal points SPB, FOTCD.**

**Joint promotional activities** should be undertaken. In addition, **joint advocacy efforts** should be made in order to increase the number of **ratifications** of United Nations and regional human rights instruments.

**Implementation: focal points ACHPR, AfHPR, IACHR, IACourtHR, AICHR, ACWC, IPHRC, AHRC, ECOWAS CJ and focal points OHCHR HRTD, FOTCD, SPB.**

Meetings on **new developments**, including new instruments, standards and jurisprudence should be held regularly.

**Implementation: focal points all RHRMs, in particular ACHPR, AfHPR, IACHR, CoE, ODIHR and OHCHR focal points HRTD, UPR, SPB, RDD, FOTCD.**

**Cooperation** between **RHRMs and OHCHR field presences**, in particular regional offices should be reinforced.

**Implementation: focal points all RHRMs and OHCHR focal points FOTCD.**

**Periodic reports** of United Nations and RHRMs should be regularly exchanged.

**Implementation: CoE, ODIHR, ACHPR, IACHR, AHRC and OHCHR focal points HRTD, FOTCD.**

The **list of issues** prepared before the review of States by the Treaty Bodies should be shared with RHRMs.

**Implementation: focal points OHCHR HRTD.**

**Regional meetings** in which joint planning is discussed should be held.

**Implementation: CoE, ODIHR, IACHR, ACHPR and OHCHR focal points FOTCD.**

### 3. Long term recommendations

A centralized **database** containing updated information (reports, decisions, recommendations, etc.) from United Nations and RHRMs should be created.

**Implementation: focal points all RHRMs and OHCHR focal points NIRMS, HRTD, SPB, UPR, RDD**

Contributions from RHRMs to the **UPR** should be increasingly considered as **official documents** by the Human Rights Council and States participating in the review. In addition, the UPR **could take into account** the **ratification of regional human rights instruments and implementation** of the decisions and recommendations of RHRMs, and **vice versa**. RHRMs should be considered by the United Nations and the international community as relevant partners in assisting States in implementing the outcome of the UPR, as appropriate.

**Implementation: focal points CoE, IACHR, ACHPR, ODIHR and OHCHR focal points UPR.**

The **field presences** of **regional intergovernmental organizations**, United Nations **country\_teams** and the regional offices of the United Nations Development Programme (UNDP) should reinforce their collaboration. OHCHR should facilitate this collaboration.

**Implementation: all focal points RHRMs and OHCHR focal points FOTCD.**

Technical assistance to States should be enhanced. **Joint training programmes** and projects to improve the knowledge of United Nations and RHRMs should be put in place.

**Implementation: focal points all RHRMs, in particular CoE, IACHR, IACourtHR, ACHPR, AfHR, ODIHR, ECOWAS CJ and OHCHR focal points HRTD, SPB, RDD, UPR, and FOTCD.**

## Annexe III

[Anglais seulement]

### **Regional consultation for the Americas on enhancing cooperation between United Nations and regional human rights mechanisms on prevention of torture and protection of victims of torture, in particular persons deprived of their liberty**

Washington D.C., 29 and 30 November 2011

#### **Conclusions**

The President of the United Nations Committee Against Torture, the Vice-president of the United Nations Sub-committee on the Prevention of Torture, the United Nations Special Rapporteur on Torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, the Inter-American Commission of Human Rights (IACHR)'s Rapporteur on detainees' rights, IACHR's President, IACHR's Executive Secretary, professional Staff from the IACHR and the Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR), as well as representatives of National and Local Preventive Mechanisms of Torture (NPMs) from the region, National Human Rights Institutions (NHRIs) and civil society organizations met to identify concrete ways and means to enhance cooperation between the United Nations and Inter-American human rights mechanisms on the fight against torture and other ill treatment, taking into account key working areas identified during the International workshop on cooperation between international and regional human rights mechanisms held in Geneva in 2010 (A/HRC/15/56), namely: exchange of information, possible joint activities and follow-up to recommendations, as well as NPMs' and Civil Society Organizations' role.

Participants suggested to further developing the following concrete means and ways of cooperation:

#### **1. United Nations and Inter-American Human Rights mechanisms coordination body**

In 2011, representatives of the United Nations and the Inter-American Human Rights mechanisms against torture met twice to coordinate their activities and to identify areas of cooperation. In order to formally establish this coordination body, it was agreed:

- To hold periodic meetings -twice per year- in order to, among others, coordinate activities, exchange information, identify common thematic priorities, analyze substantive issues, discuss strategies and priorities, identify complementary areas so as to avoid duplicity, as well as exchange work plans and calendars.
- The work of this coordinating body should be public and transparent. The participation of civil society organizations, NPMs, and NHRIs, among others, will be promoted so as to report on its progress.

## 2. Exchange of information

To promote exchange of information between the Secretariats of the IACHR and OHCHR, including the CAT, the SPT and the United Nations Special Rapporteur against Torture on the following issues:

- Preparation of country missions in the region: country information, including the human rights situation, list of places to visit, discussion on strategies for visits and recommendations previously issued for possible follow-up, as well as the mission's terms of reference.
- Jurisprudence, standards and statements on general issues and individual cases, including precautionary measures, urgent appeals, allegation letters and statistical data.
- Work plans, agendas and timeframes, for example, countries to be examined by the Treaty Bodies, guidelines for NPMs (SPT), countries to visit, undergoing general observations and thematic reports.
- Working methods, experiences and best practices.
- Sharing more protective standards, for instance on the rights of persons with disabilities. Recognize the development of these standards and make possible that both United Nations and Inter-American human rights mechanisms on torture refer to the Convention on the Rights of Persons with Disabilities.

## 3. Joint Activities

Proposals to overcome challenges related to joint activities were discussed, including specificities of each mandate, confidentiality and available resources. The possibility of undertaking the following joint activities was discussed:

- Press releases and public statements on specific cases and/or special dates (Human rights day, international day in support of victims of torture - June 26, International women's day, etc.).
- Staff exchanges to strengthen mutual institutional knowledge and participation and/or assistance from United Nations and Inter-American mechanisms' members and secretariats in each other's periodic activities (hearings, working sessions, annual meetings, etc.).
- Joint visits: when appropriate, convenient, and feasible, conduct joint visits (for example, following the model used by the joint visit of the United Nations and Inter-American Rapporteurs on the right to freedom of expression to Mexico). In addition, support and/or involvement of mechanisms' members and secretariats in each other's visits may be considered.
- Joint reports, such as thematic reports and reports on specific issues.
- As a follow up to the meeting between mechanisms held on 28 November 2011, it was decided to draft a joint report. It will follow up to recommendations issued by United Nations and Inter-American mechanisms on torture adopted between 2007 and 2010. The report will include inputs from relevant States, NHRIs, NPMs and civil society organizations. It was suggested to consider the possibility of incorporating other Treaty Bodies as well as other regional and international human rights mechanisms. This report would be the first step of a cooperation process between mechanisms aimed at identifying common thematic priorities as well as possible future joint reports and joint actions.

- Joint precautionary measures and urgent actions, including joint letters for urgent cases as well as simultaneous letters on the same case.
- Promote the ratification of both systems' human rights instruments. Furthermore, joint promotion and joint support to the creation and appointment of members of NPMs. Once NPMs are established, to promote and support their strengthening in accordance to the OPCAT.
- Joint raising awareness, capacity building and advocacy activities.

**4. Coordination with other human rights mechanisms**

- Promote further coordination with other mechanisms, such as the Treaty Bodies (CCPR, CRC, CRPD, CEDAW, CMW, CED, CESC, CERD) and Special Procedures (Special Rapporteur on Terrorism, Migrants, Transitional Justice, Violence against Women, among others) taking into consideration that torture is a cross-cutting issue.
- Participation of these mechanisms in the exchange of information and joint activities.

**5. Follow-up to recommendations**

- Recognize the importance of recommendations issued by other mechanisms and use them as working tools.
- Elaborate joint strategies aimed at following up to recommendations.

**6. Review process of the United Nations Standard Minimum Rules for the Treatment of Prisoners**

- Request that United Nations and Inter-American human rights mechanisms, as well as civil society organizations, NPMs and NHRIs are involved in the review process of the United Nations Standard Minimum Rules for the Treatment of Prisoners, given their experience and their deep knowledge of the rights of persons deprived of their liberty.

**7. Universal Periodic Review**

- Promote the formal recognition of regional mechanisms' submissions to the UPR, in particular those provided by the IACHR (possibility to include regional mechanisms' submissions in a separate section within the relevant stakeholders' summary).
- Improve communication channels and exchange of information between the IACHR and the UPR Secretariat.

**8. Role of the National Preventive Mechanisms (NPMs)**

- Promote holding thematic hearings on the fight against torture before both the United Nations and the Inter-American human rights systems, in particular in relation to the situation of NPMs in the region, with the participation of NPMs, NHRIs and NGOs.
- Provide joint support to NPMs in the follow-up to their recommendations.
- Jointly promote the creation and establishment of NPMS in those countries which in spite of having ratified the OPCAT, have not established a NPM within the deadline

set by it (one year). Promote the ratification of the OPCAT by those States which have not ratified it yet.

- Identify synergies between the United Nations and the Inter-American human rights systems and reinforce their support to NHRIs so as to make them Paris Principles complainant, in particular those which have been designated as NPMs.
- Disseminate State obligations in the fight against torture, especially those assumed by ratifying the OPCAT.
- Find opportunities for discussion and for exchange of information between NPMs. These meetings should also include discussions on the challenges they face (mandate, working methods, lack of response from the State, among others).
- Promote cooperation between United Nations and regional human rights mechanisms with regard to the monitoring of detention places for persons with disabilities and related programmes, taking into account the Convention on the Rights of Persons with Disabilities, in particular its article 16.3 which establishes State's obligations to monitor those places of detention and related programmes through independent authorities.

## 9. Role of Civil Society Organizations

- Actively participate in the ratification process of the OPCAT, as well as in the creation and establishment of NPMs where they do not exist yet, with the view that they comply with the SPT guidelines and the Paris Principles.
- Follow up to and dissemination of recommendations made by the two human rights systems on torture through various means, including mapping of compliance with recommendations, reports and follow up to recommendations on individual cases.
- Discuss with States and among themselves the actions to be undertaken to ensure that recommendations are implemented. Participants highlighted the role that civil society organizations play in the analysis of national situations, as well as in identifying the most appropriate means to elaborate the above mentioned mapping.
- Request that thematic hearings aimed to developing standards on prevention and protection against torture are held; and promote the participation of NGOs in SPT sessions and in IACHR hearings.
- Work along with the United Nations and Inter-American human rights mechanisms in activities allowing the exchange of views on strategies and priorities to fight torture in the region, including countries to be visited and definition of thematic priorities, as occurred in the 2011 regional consultations carried out by the United Nations Special Rapporteur on torture. Furthermore, to open spaces allowing the involvement of civil society organizations in SPT's (sessions) and IACHR's (hearings) discussions on key issues, as well as in the establishment of NPMs and actions aimed at improving them.
- Strategic and complementary use of United Nations and Inter-American human rights mechanisms through provision of information, requests for urgent appeals, allegation letters and precautionary measures, as well as active participation in the preparation, development and follow up to visits of the SPT, CAT, United Nations and IACHR Rapporteurs on torture. In addition, to provide information for thematic reports and submit shadow reports to these mechanisms, among others.
- Strategic litigation before both human rights systems in order to obtain concrete results, for instance the closure of a detention centre.

- Use United Nations and Inter-American human rights mechanisms' statements as tools for advocacy regarding States' public policy planning.
- Strengthen a regional NGO platform on the fight against torture in order to articulate the strategies to be followed by civil society organizations in this field. Some participants suggested that the APT lead this initiative.
- Discuss ways to improve the OPCAT Contact Group which is strategic to interact with the SPT and other regional bodies, as well as to jointly assess the implementation of the OPCAT.
- Trying to replicate in the negotiation of other treaties the important role played by civil society organizations in the adoption of the Convention on the Rights of Persons with Disabilities. It was also proposed to seek the creation of communication channels between NGOs specialized on torture and NGOs specialized on disability rights.

## Annexe IV

[Anglais seulement]

### **Regional consultation for Europe on enhancing cooperation between United Nations and regional human rights mechanisms on prevention of torture and protection of victims of torture, especially people deprived of their liberty**

Geneva, 15 and 16 December 2011

#### **Conclusions**

Participants to the regional consultation included a member of the Committee Against Torture, a member of the Sub-committee on the Prevention of Torture, the United Nations Special Rapporteur on Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, the President, as well as the Deputy Executive Secretary of the European Committee for the Prevention of Torture and Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (CPT), the manager of the NPM European Project of the Council of Europe's (CoE) Directorate General of Human Rights and Rule of Law, a representative of the European Union's Fundamental Rights Agency (FRA), the Head of the Human Rights Department of the OSCE Office for Democratic Institutions and Human Rights (ODIHR), the Indonesia Representative and Chair of ASEAN Intergovernmental Commission of Human Rights (AICHR), staff of the Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR), representatives of National Preventive Mechanisms (NPMs), National Human Rights Institutions (NHRIs) from the region, and civil society organizations. The aim of the regional consultation was to identify concrete means and ways of cooperation between the United Nations and European Human Rights Mechanisms on the fight against torture and other ill treatment, taking into account key areas identified during the International workshop on cooperation between international and regional human rights mechanisms held in Geneva in 2010 (A/HRC/15/56), namely: sharing of information, possible joint activities and follow-up on recommendations by human rights mechanisms, as well as the role of NPMs and civil society organizations.

Participants discussed and suggested to develop means and tools of cooperation including:

#### **1. Information sharing**

- Considering the importance of access to information for the prevention of torture and the protection of victims of torture, the participants discussed and to a large extent agreed on the need to share information between United Nations and European mechanisms on torture, taking into account their respective confidentiality clauses, if applicable.
- United Nations and European human rights mechanisms on torture<sup>a</sup> could advocate with States to share relevant reports of the CPT with the SPT and vice-versa in a systematic manner immediately upon receipt, provided that they are treated as confidential.

---

<sup>a</sup> The term "human rights mechanisms on torture" used in this document includes mechanisms related to the protection of the rights of persons with disabilities.

- United Nations and European human rights mechanisms on torture could advocate with States to invite NPMs to the meetings between authorities and SPT/CPT at the end of visits.
- Regular contact between secretariats of different mechanisms could also be established in order to share plans of work, contact details, calendars, methods of work etc. This also includes other relevant mechanisms, for instance the United Nations Working Group on Arbitrary Detention and the Committee on the Rights of Persons with Disabilities (CRPD).
- Thematic meetings could be organized between United Nations and European human rights mechanisms on torture so as to make progress in both the standard setting and to discuss substantial topics, such as pre-trial detention, solitary confinement, detention of migrants, secret detention, persons with disabilities deprived of their liberty, including in health care institutions and social care homes, etc.
- Participants endorsed the proposal made during the regional consultation in the Americas on the need that United Nations and regional human rights mechanisms on torture, the CRPD as well as NPMs, NHRIs and NGOs<sup>b</sup> working on the issue be involved in the process of review of the Standard Minimum Rules for the Treatment of Prisoners which is currently taking place under the auspices of UNODC.
- It was highlighted that there is information related with both United Nations and European human rights mechanisms on torture, in particular the SPT and the CPT, which is not confidential and can be shared. For instance, methods of work, experiences, contact details of interlocutors, criteria to interview detainees, criteria to visit places of deprivation of liberty, etc.
- A global strategy against torture could be developed in order to avoid duplication and overlaps. Every mechanism should have a role in the development of this strategy.
- The CoE's European NPM Project will continue to facilitate a forum whereby international, regional and national torture prevention bodies can meet in thematic and country workshops so as to continue to share good practices and methodologies.

## **2. Possible joint activities**

- Arrangements of cooperation could be established between United Nations and European human rights mechanisms on torture, for example working groups on issues such as development of common standards, including evolving standards relevant to torture developed by other bodies, such as the CRPD, implementation of recommendations of different mechanisms, joint trainings, especially to the police and the judiciary, etc. NHRIs, NPMs and NGOs should be involved as much as possible in such joint initiatives.
- It was suggested that European and United Nations human rights mechanisms could encourage the ratification of treaties adopted within each other's intergovernmental organizations. For instance, the CPT could encourage the CoE's member States to ratify the United Nations Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, the OPCAT and the United Nations Convention on the Rights of Persons with Disabilities.

---

<sup>b</sup> The term "NGOs" used in this document includes Disabled People Organizations (DPOs).

- The possibility of inviting countries outside the European region to ratify the European Convention for the Prevention of Torture and Inhuman or Degrading Treatment or Punishment was flagged, in particular in the context of the evolving situation in North Africa.
- Endeavours could be made for joint advocacy to encourage States to extend standing invitations to United Nations mandate holders and also to accept requests for visits from them, especially the United Nations Special Rapporteur on Torture.
- It was proposed that regular meetings between United Nations and European human rights mechanisms on torture be held in which expertise on issues in relation to torture, best practices and lessons learned could be shared. NHRIs, NPMs and NGOs should be involved as much as possible in such meetings.
- Joint press releases could be issued by several human rights mechanisms only for specific situations or events in order to preserve their exceptional character.
- Joint capacity building activities may also be carried out, in particular with regard to the protection of the rights of persons with disabilities deprived of their liberty and CPRD standards.
- Bearing in mind the public SPT Guidelines on NPMs, both United Nations and European human rights mechanisms on torture could assist States in the establishment of NPMs and could jointly provide technical assistance to them, once they are established United Nations and European mechanisms would try to coordinate their assistance to NPMs so as to avoid overlaps and duplication.
- Participants highlighted the significant impact of joint activities at the local level. They suggested increasing the number of joint activities of United Nations and European human rights mechanisms on torture.
- Cooperation between CAT and CPT could be strengthened and expanded to United Nations mechanisms, such as the CRPD, and other regional mechanisms.
- Cooperation with United Nations relevant agencies should also be strengthened, for instance with the World Health Organization's in the framework of the Quality Rights Project
- Participants expressed the view that there could be a need in specific cases to keep track of persons or groups of persons who have cooperated with United Nations and European mechanisms to ensure their protection from reprisals.
- Participants mentioned the importance for the Human Rights Council Special Procedures to act in accordance with their Code of Conduct when interacting with their colleagues from other mechanisms.

### **3. Follow up to recommendations**

- It was suggested that a working group between United Nations and European human rights mechanisms on torture be established to discuss concrete ways of cooperation with regard to follow up on recommendations made by different bodies.
- Regular contact between United Nations and European human rights mechanisms on torture should be increased to follow up on the implementation of their recommendations. Videoconferences could contribute to a better coordinated follow up.
- National actors, including NPMs, NHRIs, and NGOs should be encouraged to follow up on international and regional recommendations, taking into account the

fact that they are closer to the ground and thus in a better position to do the follow-up.

- Participants have expressed the view that joint advocacy with States aimed at implementing common recommendations of United Nations and European human rights mechanisms on torture could be conducted.
- Regional workshops and national round tables, including regional and national stakeholders, could be held to review implementation of recommendations from different mechanisms.
- Follow up visits by both United Nations and European human rights mechanisms on torture could be undertaken to States in need of assistance for implementation of recommendations.
- It was agreed that NPMs can play a key role in the follow up to recommendations resulting from United Nations and European human rights mechanisms on torture and should be encouraged to do so. For example, NPMs can follow up on CAT and CPT recommendations. It was also proposed that NPMs follow up on CRPD recommendations when relevant.
- Participants expressed the view that intergovernmental bodies, like the Human Rights Council and the Council of Europe Committee of Ministers play an important role in persuading States to implement recommendations. For instance, during the Universal Periodic Review, the Human Rights Council can add recommendations to this effect. Similarly, the Committee of Ministers of the Council of Europe could follow up on the CPT's public statements.
- It was suggested that recommendations should be structured in the order of priorities to facilitate their prompt implementation, as it is being done by CAT.
- Given the importance of access to information in the context of prevention of torture and protection of victims of torture at national level, reports from United Nations and European human rights mechanisms on torture could be made available in national languages and accessible formats.
- It was proposed that contributions from regional human rights mechanisms to the UPR could be included as a separate section in OHCHR's summary of stakeholder's information, similarly to the contributions from A status NHRIs.

#### **4. Role of NPMs**

- Participants expressed the view that NPMs should increase the exchange of experiences, best practices, lessons learned and methods of work among them. The important role played by the CoE European NPM Project in this regard was underscored.
- The NPMs' role in the follow up to recommendations resulting from both United Nations and European human rights mechanisms on torture was highlighted. Participants encouraged them to always take these recommendations into account in their day-to-day work.
- It was proposed that both the CPT and the SPT share internal tools on methodology with different actors working on torture, including NPMs and NGOs, provided that they are not confidential. CPT's practice of declassifying internal documents was welcomed and other mechanisms were encouraged to do so.
- Participants expressed the view that NPMs' members could be invited as experts to visits undertaken by both the CPT and SPT. Some challenges were highlighted,

including the fact that the SPT can only invite experts who are on the SPT's roster of experts, as well as that the CPT can only invite NPMs' members if they are not nationals from the country where the visit is going to take place.

- It was proposed that NPMs' members take part in trainings of new members conducted by both the SPT and the CPT.
- Participants expressed the view that a way to maximize and share with other regions the results of the European NPM Project is inviting NPM's members from other regions to its workshops and visits. In this regard, it was mentioned that the European NPM Project is looking to expanding the Project to facilitate sharing of methodological tools and NPM reports, as well as reaching out to share the European NPM Network's experience with other regions and new NPMs.
- Discussions also touched upon how international and regional torture prevention bodies can help NPMs with any serious systemic issue, such as lack of budgetary resources, and raise this with the relevant State.

## 5. Role of NGOs

- Participants proposed that NGOs actively participate in the establishment of NPMs. The process of establishment of NPMs should be open, transparent and inclusive.
- It was suggested that focal points or working groups can be established in States in order to develop a strategy on NPM budget, legislation, with the participation of NGOs.
- It was proposed that other international and regional actors, such as OHCHR, ODIHR, OSCE field missions, CoE field offices, and international NGOs are invited to take part in the process of establishment of NPMs.
- It was highlighted that NGOs can play an active role in the monitoring activities of NPMs. Examples were given of several countries where such a collaborative model can be found.
- Participants expressed the view that NPMs should engage more with NGOs in their day-to day work. NGOs could provide information, as well as technical assistance to NPMs through joint projects, training of NPMs' staff, advising the NPMs on their methods of work, etc.
- NGOs play an important role in disseminating NPMs' work, including through distribution of NPM's reports, monitoring the implementation of their recommendations by the States authorities and conducting awareness-raising activities about the work of NPMs.
- The NGOs' role as watchdog of the NPMs' performance was highlighted. It was suggested that they actively monitor NPM's work through reports, statements, etc.
- Participants agreed on the important role played by NGOs in identifying best practices developed by both United Nations and European human rights mechanisms on torture as well as key areas of concern. Tools and arrangements to share these best practices should be put in place.
- The key role played by NGOs with regard to follow up to recommendations resulting from both United Nations and European mechanisms was underscored. It was mentioned that they can undertake visits to follow up on recommendations from United Nations and regional human rights mechanisms on torture. Participants encouraged NGOs to keep making efforts in this regard.

- Participants noted that NGOs have the skills and focus to raise awareness about SPT and CPT activities and recommendations, in particular with regard to visits.
- It was mentioned that there is room for more collaboration between the SPT and NGOs. Participants encouraged both to go further in their cooperation.
- NGOs can play an important role in convening and facilitating constructive dialogues among international, regional and domestic bodies relevant to torture so they can share information about each other's standards and best practices. NGOs having expertise and experience working with specific groups deprived of their liberty can feed into the information sharing process and convene relevant stakeholders.

## Annexe V

[Anglais seulement]

### **Regional consultation for Africa on enhancing cooperation between United Nations and regional human rights mechanisms on prevention of torture and protection of victims of torture, especially people deprived of their liberty**

Addis Ababa, 6 and 7 February 2012

#### **Conclusions**

Participants to the regional consultation included a member of the United Nations Committee Against Torture (CAT), a member of the United Nations Sub-committee on the Prevention of Torture (SPT), the Special Rapporteur on Prisons and Conditions of Detention in Africa, representatives of the Secretariat of the African Commission on Peoples' and Human Rights (ACHPR), a Judge of the African Court on Peoples' and Human Rights, staff of the Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR), representatives of National Preventive Mechanisms (NPMs), National Human Rights Institutions (NHRIs) from the region, and civil society organizations. The aim of the regional consultation was to identify concrete means and ways of cooperation between the United Nations and African human rights mechanisms on the fight against torture and other ill treatment, taking into account key areas identified during the International workshop on cooperation between international and regional human rights mechanisms held in Geneva in 2010 (A/HRC/15/56), namely: sharing of information, possible joint activities and follow-up on recommendations by human rights mechanisms, as well as the role of NPMs, NHRIs and civil society organizations.

Participants discussed and suggested to develop means and tools of cooperation including:

#### **1. Information sharing**

- It was agreed that it is necessary to share information between United Nations and African mechanisms on torture in order to avoid overlaps and duplication, as well as to improve their effectiveness.
- Some challenges were highlighted with regard to information sharing, including the lack of institutionalization of ways and means to share information, internal communication problems, the principle of confidentiality of some mechanisms, the lack of trust and the competition between different actors. All these factors prevent the establishment of a regular exchange of information based on reciprocity.
- The role of NGOs, NHRIs and NPMs in relation to information sharing between mechanisms was highlighted as well as the importance of building trust between mechanisms.
- It was highlighted that each mechanism has a different nature and mandate. Therefore, those differences should be taken into account when sharing information. For instance, the SPT and the CPTA have similar but not identical mandates and should share information, provided that confidentiality is respected.

- Participants agreed that there is information that is public and can be easily shared. For instance, methods of work, contact details of interlocutors, criteria to interview detainees, criteria to visit detention places, etc. However, it was agreed that not all kind of information should be shared and confidentiality should still be respected, especially for the sake of protection of victims. At the same time, confidentiality should not hamper the implementation and follow up of recommendations. Thus, participants agreed that different institutional channels should be established in order to share information while respecting its different nature.
- It was suggested that mechanisms on torture should consult each other and share information at different stages in conformity with its working methods: strategic planning, planning of activities, implementation of activities and follow up.
- It was proposed that United Nations and African mechanisms on torture share strategy plans, plans of work, contact details, calendars, urgent appeals sent to the country where the activity is going to take place, i.e. visits, relevant mechanisms' decisions, reports and recommendations, i.e., UPR, CAT, CRPD, ACPHR, the African Court on Peoples and Human Rights, reports from NHRIs and NGOs, etc.
- The importance of designating focal points in each mechanism aimed at enhancing cooperation, in particular information sharing, was underscored. It was proposed that focal points are designated as soon as possible. OHCHR should follow up on this issue.
- United Nations and African mechanisms on torture should ensure that their reports, decisions and recommendations are easily accessible by other mechanisms. This could be facilitated by focal points and by technological means, i.e., websites, mailing lists etc. OHCHR's potential role in facilitating exchanges between mechanisms was highlighted.
- It was suggested to incorporate to this outcome document the recommendations made during the dialogue between United Nations and African Special Procedures Mandate Holders, held in January 2012. For instance, the exchange of the lists of Secretariat staffs responsible for supporting the thematic and geographic mandate-holders or the creation of an email list and other information material to facilitate desk-to-desk exchanges and coordination.
- The role of NGOs with regard to information sharing was highlighted. NGOs ensure that United Nations and African mechanisms on torture have access to good quality information, including information concerning persons with psycho-social disabilities. However, NGOs should not be seen and used only as service providers. Some participants mentioned the challenge of having different NGOs speaking different voices.
- Thematic meetings could be organized between United Nations and African mechanisms so as to make progress in both the standard setting and to discuss substantial topics, including for instance, monitoring psychiatric and social care institutions and CRPD standards. In this connection, it was suggested that for example the CPTA who will start undertaking studies on substantive issues, builds on those developed by United Nations mechanisms.

## **2. Possible joint activities**

- Arrangements of cooperation could be established between United Nations and African mechanisms on torture, for example joint missions, joint press releases, joint urgent appeals, joint seminars and joint capacity building activities. However, some

challenges were mentioned, including limited capacity and resources, different working methods and lack of an institutional framework.

- It was recommended that an institutional framework on cooperation between United Nations and African mechanisms on torture is developed, so as to define the kind of joint activities that could be undertaken, as well as to define responsibilities of each mechanism. It was recommended to reflect on the form that this institutional framework could take, either a general memorandum of understanding (MoU), or specific MoUs between United Nations and African mechanisms on torture, building on the 10 year capacity building programme (TYCBP) for the AU and on the existing MoU between the AU and OHCHR (2010), or a roadmap to concretely address the way forward on cooperation between United Nations and African human rights mechanisms.
- It was also proposed that an amendment is made to the African Charter, in particular to the article 5 by including a specific definition of torture, so as to standardize both United Nations and African norms on the fight against torture. This will allow both mechanisms to enhance their cooperation.
- Alternatively, it was also suggested to amend the rules of procedure of both United Nations and African mechanisms on torture, so as to facilitate cooperation through the definition of a clear institutional framework.
- United Nations and African mechanisms on torture should get more involved in each other's activities and make sure that they involve NHRIs, NPMs and NGOs as much as possible. For instance, they can invite members from other mechanisms to their activities as observers or resource persons, including country visits and sessions in conformity with its working methods.
- Joint publications could be issued by United Nations and African mechanisms on torture, including an annual bulletin containing main activities and best practices on cooperation.
- Joint capacity building activities could also be carried out. In particular, it was suggested to enhance the knowledge of both United Nations and African mechanisms on instruments against torture, including the Robben Island Guidelines and United Nations principles and guidelines.
- It was proposed that exchanges of staff take place in order to share best practices and to allow a better knowledge of each other's working methods.
- It was suggested to submit the recommendations resulting from this regional consultation to the annual meetings of United Nations mechanisms (Treaty Bodies and Special Procedures), as well as to the ACPHR plenary. For instance, it was suggested to use the forthcoming annual meeting of the Treaty Bodies' Chairpersons, which is scheduled to be held in June 2012 in Addis Abba.
- United Nations mechanisms on torture and OHCHR should be invited to participate as a partner in the expert workshop to commemorate the 10th anniversary of the Robben Island Guidelines which will be held later in 2012 in South Africa.
- A joint press release of both United Nations and regional mechanisms, including African mechanisms mandated to fight against torture should be issued on the occasion of the international day in support of victims of torture (26 June).

### **3. Follow up to recommendations**

- United Nations and African mechanisms on torture should use their country visits to follow up on each other's recommendations. Both mechanisms should acknowledge

and facilitate the key role of national actors, including NPMs, NHRIs, and civil society organizations in relation to follow up on their recommendations. Feedbacks after country missions are essentials.

- It was proposed that contributions from regional human rights mechanisms to the UPR be included as a separate section in OHCHR's summary of stakeholder's information, similarly to the contributions from A status NHRIs. OHCHR's role in this regard was highlighted. At the same time, African mechanisms should commit to prepare the reports to be submitted.
- United Nations and African mechanisms should encourage States to incorporate United Nations and regional treaties on torture into their domestic legislation and ensure its effective implementation, so recommendations can be more effectively and promptly implemented. In this regard, it was proposed that both mechanisms provide support to the CPTA in the elaboration of the model law on criminalization of torture, and in its wide dissemination once finalized.
- There was also a debate on the issue that laws providing for the detention of persons with psycho-social disabilities must be reviewed so as to be complainant with CRPD standards. In addition, monitoring of centers of detention for persons with psycho-social disabilities should include monitoring of the legality of the detention.
- It was suggested that a mechanism to follow up on the recommendations resulting from this regional consultation is established. Further discussions between United Nations and African mechanisms on torture should be held so as to define possible modalities of this follow up mechanism.
- The African Union Member States may want to consider to ratifying the Convention on the Rights of Persons with Disabilities, as the EU did. Furthermore, the African Union should encourage African States which have not ratified the CRPD and its Optional Protocol, to do so.
- It was recommended that speeding up the procedures of the ACHPR would facilitate follow up.
- It was suggested that a better quality of recommendations would have a positive effect on the effectiveness of their follow up.

#### **4. Role of NPMs**

- Participants expressed the view that NPMs should increase the exchange of experiences, best practices, lessons learned and methods of work among them, especially within Africa. In this regard, it was recommended that synergies between the ACPHR and the Network of African National Human Rights Institutions (NANHRI) are established.
- The European NPM project was highlighted as a good practice and opportunity for cross regional exchange. It was proposed that African NPMs officially request to participate in meetings organized by the European NPM Project.
- NPMs' role in the follow up to recommendations resulting from both United Nations and African mechanisms on torture was highlighted. Participants encouraged them to take these recommendations into account in their day-to-day work.
- The relationship between NPMs and the SPT should be further developed. Cost-effective ways of communication should be sought, including conference calls and more direct exchanges.

- An interface between African NPMs, the SPT and the CPTA should be established. The idea of a regional NPM network should be further explored.
- National actors such as NHRIs and NGOs should cooperate more with NPMs, in order to complement and reinforce each other. They can for example, jointly organize thematic seminars to which the SPT and the CPTA could be invited to participate.
- On the other hand, NPMs should engage more with NGOs in their day-to-day work. Legal obstacles to this collaboration should be removed.
- With respect to the ACPHR, it was suggested the creation of a permanent platform between African NPMs and the ACPHR, in particular to enhance engagement with the Special Rapporteur on prisons and conditions of detention in Africa and the CPTA.
- A call to the CPTA was made in order to define a strategy of engagement with NPMs outside ACPHR's sessions. It was also suggested that the CPTA shares its strategic plan with NPMs, as well as that it develops a gap analysis project aimed at evaluating NPMs' effectiveness.
- With regard to United Nations mechanisms, it was recommended that the SPT and OHCHR, in collaboration with the CPTA develop a relationship of proximity with African NPMs aimed at assessing their effectiveness, as well as to build their capacities.
- United Nations and African mechanisms should encourage States to take commitments to establish NPMs and to strengthen the existent ones, including their legal framework, their independence as well as their human and financial resources. It was mentioned that this is already an existing practice of CAT when reviewing State parties' periodic reports.
- A call to the United Nations was made so as to assess its technical support to NPMs, as well as to create innovative ways to facilitate NPMs' access to it.
- NPMs should engage with subregional human rights mechanisms, including ECOWAS and East Africa Courts of Justice.

## 5. Role of NGOs

- The key role played by NGOs with regard to follow up to recommendations resulting from both United Nations and African mechanisms was underscored. This monitoring function should be based on constructive dialogue and cooperation with Governments. However, their independence should be preserved. It was mentioned that NGOs can undertake visits to follow up on recommendations from United Nations and regional human rights mechanisms on torture. Participants encouraged NGOs to keep making efforts in this regard.
- It was recommended that United Nations and African mechanisms on torture reports are made public as much as possible, so as to allow NGOs to follow up on them. For instance, the reports of the forthcoming "NPM focused" missions of the SPT.
- NGOs role in the establishment of NPMs was highlighted. It was suggested that NGOs continue to form coalitions that help in the process of establishment of NPMs, as well as with regard to their functioning by contributing to make them complainant with OPCAT and SPT guidelines on NPMs.
- The NGO's role as watchdog of the NPMs' performance was highlighted. It was suggested that they actively monitor NPM's work through reports, statements, etc.

- NGOs play an important role in disseminating information on African and United Nations mechanisms on torture, as well as on NPMs' work, including through distribution of reports and awareness-raising activities. The importance that NGOs receive feedback and information from these mechanisms was highlighted.
  - Participants agreed on the important role played by NGOs in identifying best practices developed by both United Nations and African human rights mechanisms. Tools and arrangements to share these best practices should be put in place.
  - NGOs' capacities should be reinforced. United Nations and African mechanisms on torture should conduct capacity building activities aimed at facilitating NGOs' access to information on their functioning.
  - With regard to victims and witness protection, it was highlighted that confidentiality and other protection mechanisms should be put in place so as to enhance NGOs' role in the fight against torture.
  - The role that NGOs can play in bringing up the specificities of human rights situations in various African countries was highlighted. NGOs can facilitate a focused approach of United Nations and African mechanisms on torture in their engagement.
  - NGOs can play an important role in convening and facilitating constructive dialogues among regional, international and domestic mechanisms on torture so they can share information about each other's standards and best practices. NGOs having expertise and experience working with specific groups deprived of their liberty can feed into this information sharing process and convene relevant stakeholders.
-